

ВРЕМЕННО СПОРАЗУМЕНИЕ ЗА ИКОНОМИЧЕСКО ПАРТНЬОРСТВО
МЕЖДУ КОТ Д'ИВОАР, ОТ ЕДНА СТРАНА,
И ЕВРОПЕЙСКАТА ОБЩНОСТ
И НЕЙНИТЕ ДЪРЖАВИ-ЧЛЕНКИ, ОТ ДРУГА СТРАНА

ACUERDO DE ASOCIACIÓN ECONÓMICA PRELIMINAR
ENTRE COSTA DE MARFIL, POR UNA PARTE,
Y LA COMUNIDAD EUROPEA
Y SUS ESTADOS MIEMBROS, POR OTRA

PROZATÍMNÍ DOHODA O PARTNERSTVÍ
MEZI POBŘEŽÍM SLONOVINY NA JEDNÉ STRANĚ
A EVROPSKÝM SPOLEČENSTVÍM
A JEHO ČLENSKÝMI STÁTY NA STRANĚ DRUHÉ

FORELØBIG ØKONOMISK PARTNERSKABSAFТАLE
MELLEM CÔTE D'IVOIRE PÅ DEN ENE SIDE
OG DET EUROPÆISKE FÆLLESSKAB OG
DETS MEDLEMSSTATER PÅ DEN ANDEN SIDE

INTERIMS-WIRTSCHAFTSPARTNERSCHAFTSABKOMMEN
ZWISCHEN CÔTE D'IVOIRE EINERSEITS
UND DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT
UND IHREN MITGLIEDSTAATEN ANDERERSEITS

VAHEPEALNE MAJANDUSPARTNERLUSLEPING
ÜHELT POOLT CÔTE D'IVOIRE'I NING TEISELT POOLT EUROOPA
ÜHENDUSE JA SELLE LIIKMESRIIKIDE VAHEL

ΕΝΔΙΑΜΕΣΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΕΤΑΙΡΙΚΗΣ ΣΧΕΣΗΣ
ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ COTE D'IVOIRE, ΑΦΕΝΟΣ,
ΚΑΙ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ
ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ ΤΗΣ, ΑΦΕΤΕΡΟΥ

STEPPING STONE ECONOMIC PARTNERSHIP AGREEMENT
 BETWEEN CÔTE D'IVOIRE OF THE ONE PART,
 AND THE EUROPEAN COMMUNITY
 AND ITS MEMBER STATES OF THE OTHER PART

ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE D'ÉTAPE
 ENTRE LA CÔTE D'IVOIRE, D'UNE PART,
 ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
 ET SES ÉTATS MEMBRES, D'AUTRE PART

ACCORDO DI PARTENARIATO ECONOMICO INTERINALE
 TRA LA COSTA D'AVORIO, DA UNA PARTE,
 E LA COMUNITÀ EUROPEA
 E I SUOI STATI MEMBRI, DALL'ALTRA

EKONOMISKO PARTNERATTIECĪBU PAGaidu NOLĪGUMS
 STARP KOTDIVUĀRU, NO VIENAS PUSES,
 UN EIROPAS KOPIENU UN TĀS DALĪBVALSTĪM,
 NO OTRAS PUSES

DRAMBLIO KAULO KRANTO, VIENOS ŠALIES,
 IR EUROPOS BENDRIJOS BEI JOS VALSTYBIŲ NARIŲ, KITOS ŠALIES,
 TARPINIS EKONOMINĖS PARTNERYSTĖS
 SUSITARIMAS

ÁTMENETI GAZDASÁGI PARTNERSÉGI MEGÁLLAPODÁS
 EGYRÉSZRŐL ELEFÁNTCSONTPART,
 MÁSRÉSZRŐL AZ EURÓPAI KÖZÖSSÉG
 ÉS TAGÁLLAMAI KÖZÖTT

FTEHIM TA' SHUBIJA EKONOMIKA INTERIM
 BEJN IL-CÔTE D'IVOIRE, FUQ NAHA,
 U L-KOMUNITÀ EWROPEA
 U L-ISTATI MEMBRI TAGHHA, FUQ IN-NAHA L-OHRA

TIJDELIJKE ECONOMISCHE PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST
 TUSSEN IVOORKUST, ENERZIJD,
 EN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN
 EN HAAR LIDSTATEN, ANDERZIJD

WSTĘPNA UMOWA O PARTNERSTWIE GOSPODARCZYM
 MIĘDZY WYBRZEŻEM KOŚCI SŁONIOWEJ Z JEDNEJ STRONY,
 A WSPÓLNOTĄ EUROPEJSKĄ
 I JEJ PAŃSTWAMI CZŁONKOWSKIMI Z DRUGIEJ STRONY

ACORDO DE PARCERIA ECONÓMICA INTERCALAR
 ENTRE A COSTA DO MARFIM, POR UM LADO,
 E A COMUNIDADE EUROPEIA
 E OS SEUS ESTADOS-MEMBROS, POR OUTRO

ACORD DE PARTENERIAT ECONOMIC PRELIMINAR
 ÎNTRE CÔTE D'IVOIRE, PE DE O PARTE
 ȘI COMUNITATEA EUROPEANĂ
 ȘI STATELE SALE MEMBRE, PE DE ALTĂ PARTE

DOČASNÁ DOHODA O HOSPODÁRSKOM PARTNERSTVE
 MEDZI POBREŽÍM SLONOVINY NA JEDNEJ STRANE
 A EURÓPSKYM SPOLOČENSTVOM
 A JEHO ČLENSKÝMI ŠTÁTMI NA DRUHEJ STRANE

VMESNI SPORAZUM O GOSPODARSKEM PARTNERSTVU
 MED SLONOKOŠČENO OBALO NA ENI STRANI
 TER EVROPSKO SKUPNOSTJO
 IN NJENIMI DRŽAVAMI ČLANICAMI NA DRUGI STRANI

NORSUNLUURANNIKON SEKÄ EUROOPAN YHTEISÖN
 JA SEN JÄSENVALTIOIDEN VÄLINEN
 ENSIVAIHEEN TALOUSKUMPPANUUSSOPIMUS

INLEDANDE AVTAL OM EKONOMISKT PARTNERSKAP
MELLAN ELFENBENSKUSTEN, Å ENA SIDAN,
OCH EUROPEISKA GEMENSKAPEN
OCH DESS MEDLEMSSTATER, Å ANDRA SIDAN

ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE D'ÉTAPE
ENTRE LA CÔTE D'IVOIRE, D'UNE PART,
ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
ET SES ÉTATS MEMBRES, D'AUTRE PART

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE.....	8
TITRE I OBJECTIFS	10
TITRE II PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT.....	11
TITRE III RÉGIME COMMERCIAL POUR LES MARCHANDISES	14
CHAPITRE 1 DROITS DE DOUANE ET MESURES NON TARIFAIRES.....	14
CHAPITRE 2 INSTRUMENTS DE DÉFENSE COMMERCIALE	21
CHAPITRE 3 RÉGIME DOUANIER ET FACILITATION DU COMMERCE.....	26
CHAPITRE 4 OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE ET MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES	31
TITRE IV SERVICES, INVESTISSEMENTS ET RÈGLES LIÉES AU COMMERCE	35
TITRE V PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	36
CHAPITRE 1 OBJECTIF ET CHAMP D'APPLICATION	36
CHAPITRE 2 CONSULTATION ET MÉDIATION	37
CHAPITRE 3 PROCÉDURES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	38
SECTION I PROCÉDURE D'ARBITRAGE.....	38
SECTION II MISE EN CONFORMITÉ.....	40
SECTION III DISPOSITIONS COMMUNES	44
CHAPITRE 4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	46
TITRE VI EXCEPTIONS GÉNÉRALES.....	48
TITRE VII DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES ET FINALES.....	50
APPENDICE I.....	56
APPENDICE II	57
ANNEXE 1.....	58
ANNEXE 2.....	61
PROTOCOLE RELATIF À L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIÈRE DOUANIÈRE	191

LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE,

d'une part,

et

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DU DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LA LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

et

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE,

d'autre part,

PRÉAMBULE

VU l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005, ci-après dénommé "accord de Cotonou";

VU que le régime commercial préférentiel transitoire de l'accord de Cotonou expire le 31 décembre 2007;

VU le possible impact négatif de l'expiration de ces préférences commerciales transitoires prévues à l'accord de Cotonou sur les échanges commerciaux entre les deux parties si un accord compatible avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est pas en place au 1^{er} janvier 2008 pour lui succéder;

RECONNAISSANT donc la nécessité d'établir un accord de partenariat économique d'étape pour sauvegarder les intérêts économiques et commerciaux des parties;

CONSIDÉRANT le souhait des parties de renforcer leurs relations économiques et commerciales et d'établir des relations durables fondées sur le partenariat et la coopération;

CONSIDÉRANT l'attachement des parties aux principes et règles régissant le commerce international, en particulier les droits et obligations découlant des dispositions de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et des autres accords multilatéraux annexés à l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (accord instituant l'OMC), et à la nécessité de les appliquer d'une manière transparente et non discriminatoire;

RÉAFFIRMANT leur attachement au respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'État de droit, constitutifs des éléments essentiels de l'accord de Cotonou, et à la bonne gouvernance, qui constitue l'élément fondamental de l'accord de Cotonou;

CONSIDÉRANT la nécessité de promouvoir et d'accélérer le développement économique, culturel et social des États de l'Afrique de l'Ouest, en vue de contribuer à la paix et à la sécurité et de promouvoir un environnement politique stable et démocratique;

CONSIDÉRANT l'importance que les parties attachent aux objectifs de développement convenus sur le plan international et aux objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies;

RÉAFFIRMANT leur attachement à travailler ensemble à la réalisation des objectifs de l'accord de Cotonou, notamment l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration progressive des membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) dans l'économie mondiale;

DÉSIRANT créer de nouvelles opportunités pour l'emploi, attirer l'investissement, et améliorer les conditions de vie dans le territoire des parties, tout en promouvant le développement durable;

CONSIDÉRANT l'importance des liens traditionnels existants, et notamment les liens historiques, politiques et économiques étroits entre la Communauté européenne, ses États membres, et les États de l'Afrique de l'Ouest;

RECONNAISSANT la différence de niveaux de développement économique et social existant entre les États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté européenne;

CONVAINCUS que le présent accord créera un nouveau climat plus favorable à leurs relations dans les domaines de la gouvernance économique, du commerce et des investissements et ouvrira de nouvelles perspectives de croissance et de développement;

RECONNAISSANT l'importance de la coopération au développement pour la mise en œuvre du présent accord;

EN ATTENDANT la signature d'un accord de partenariat économique global entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne devant assurer le développement et l'intégration soutenus et harmonieux de la région Afrique de l'Ouest;

RÉAFFIRMANT leur engagement de soutenir le processus d'intégration régionale au sein de l'Afrique de l'Ouest, et en particulier de promouvoir l'intégration économique régionale comme instrument essentiel pour son intégration dans l'économie mondiale, en l'aidant à relever les défis de la mondialisation et à réaliser le développement économique et social qu'elle vise;

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

TITRE I OBJECTIFS

ARTICLE 1

Accord d'étape

Le présent accord établit un cadre initial pour un accord de partenariat économique (APE).

ARTICLE 2

Objectifs

Les objectifs du présent accord sont les suivants:

- a) permettre à la partie ivoirienne de bénéficier de l'accès au marché amélioré offert par la partie CE dans le cadre des négociations APE et, par la même occasion, éviter une perturbation du commerce entre la Côte d'Ivoire et la Communauté européenne à l'expiration du régime commercial transitoire de l'accord de Cotonou le 31 décembre 2007, en attendant la conclusion d'un APE global;
- b) établir les bases pour la négociation d'un APE qui contribue à la réduction de la pauvreté, promeuve l'intégration régionale, la coopération économique et la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest et améliore les capacités de l'Afrique de l'Ouest en matière de politique commerciale et sur les questions liées au commerce;
- c) promouvoir l'intégration harmonieuse et progressive de l'Afrique de l'Ouest dans l'économie mondiale, en conformité avec ses choix politiques et ses priorités de développement;
- d) renforcer les relations existantes entre les parties sur une base de solidarité et d'intérêt mutuel;
- e) créer un accord compatible avec l'article XXIV du GATT de 1994.

TITRE II PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT

ARTICLE 3

Coopération pour le développement dans le cadre du présent accord

Les parties s'engagent à coopérer afin de mettre en œuvre le présent accord et à contribuer à accompagner la partie ivoirienne dans la réalisation des objectifs de l'APE. Cette coopération prend des formes financières et non financières.

ARTICLE 4

Coopération pour le financement du développement dans le cadre du présent accord

1. Les dispositions de l'accord de Cotonou relatives à la coopération et à l'intégration économiques et régionales seront mises en œuvre afin de maximiser les bénéfices du présent accord.

2. Le financement de la Communauté européenne¹ relatif à la coopération au développement entre la partie ivoirienne et la Communauté européenne appuyant la mise en œuvre du présent accord sera effectué dans le cadre des règles et procédures appropriées prévues par l'accord de Cotonou, notamment les procédures de programmation du Fonds européen de développement (FED) et dans le cadre des instruments pertinents financés par le budget général de l'Union européenne. Dans ce contexte, le soutien à la mise en œuvre du présent accord sera l'une des priorités.

3. Les États membres de la Communauté européenne s'engagent collectivement à soutenir, par le biais de leurs politiques et instruments de développement respectifs, des actions de développement en faveur de la coopération économique régionale et de la mise en œuvre du présent accord, tant au niveau national que régional, en conformité avec les principes d'efficacité et de complémentarité de l'aide.

4. Les parties coopéreront en vue de faciliter l'intervention d'autres bailleurs de fonds disposés à appuyer les efforts de la partie ivoirienne pour réaliser les objectifs du présent accord.

5. Les parties reconnaissent l'utilité de mécanismes de financement régionaux tel qu'un fonds régional APE établi par et pour la région pour canaliser le financement au niveau régional et national et mettre en œuvre de manière efficace les mesures d'accompagnement au présent accord. La Communauté européenne s'engage à canaliser ses appuis à travers soit les mécanismes de financement propres à la région, soit ceux choisis par les pays parties au

¹ États Membres non compris.

présent accord dans le respect des règles et procédures prévues dans l'accord de Cotonou et en conformité avec les principes d'efficacité de l'aide de la déclaration de Paris, en vue d'assurer une mise en œuvre simplifiée, efficace et rapide.

6. Dans la mise en œuvre des dispositions des paragraphes 1 à 5 du présent article, les parties s'engagent à coopérer de manière financière et non financière dans les domaines définis aux articles 5, 6, 7, et 8.

ARTICLE 5

Cadre des affaires

Les parties estiment que le cadre des affaires constitue un vecteur essentiel de développement économique, et que, par conséquent les dispositions du présent accord visent à contribuer à cet objectif commun. La Côte d'Ivoire, signataire du traité de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), réaffirme son engagement à appliquer les dispositions de ce traité.

Les parties s'engagent, conformément aux dispositions de l'article 4, à œuvrer constamment à l'amélioration du cadre des affaires.

ARTICLE 6

Appui à la mise en œuvre des règles

Les parties conviennent que la mise en place des règles liées au commerce, dont les domaines de coopération sont détaillés dans les différents chapitres du présent accord, constitue un élément essentiel pour atteindre les objectifs du présent accord. La coopération dans cette matière sera mise en œuvre en conformité avec les modalités prévues à l'article 4.

ARTICLE 7

Renforcement et mise à niveau des secteurs productifs

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent accord, les parties affirment leur volonté de promouvoir la mise à niveau de la compétitivité des secteurs productifs de la Côte d'Ivoire concernés par le présent accord.

Les parties conviennent de coopérer par le biais des instruments de coopération et conformément aux dispositions de l'article 4 et d'appuyer:

- le repositionnement du secteur privé vis-à-vis des nouvelles opportunités économiques créées par le présent accord;
- la définition et la mise en œuvre de stratégies de mise à niveau;
- l'amélioration de l'environnement du secteur privé et du climat des affaires visé aux articles 5 et 6;
- la promotion du partenariat entre les secteurs privés des parties.

ARTICLE 8

Coopération en matière d'ajustement fiscal

1. Les parties reconnaissent les défis que l'élimination ou la réduction substantielle des droits de douane prévues par le présent accord peuvent poser à la Côte d'Ivoire, et elles conviennent d'instaurer un dialogue et une coopération dans ce domaine.

2. À la lumière du calendrier de démantèlement agréé par les parties dans le présent accord, celles-ci conviennent d'établir un dialogue approfondi sur les mesures d'adaptation fiscale pour assurer à terme l'équilibre budgétaire de la Côte d'Ivoire.

3. Les parties conviennent de coopérer, dans le cadre des dispositions de l'article 4, notamment par la facilitation de mesures d'assistance, dans les domaines suivants:

- a) contribution dans des proportions significatives à l'absorption de l'impact fiscal net en pleine complémentarité avec les réformes fiscales;
- b) appui à la réforme fiscale en accompagnement du dialogue dans ce domaine.

ARTICLE 9

Coopération dans les enceintes internationales

Les parties s'efforceront de coopérer dans tous les forums internationaux dans lesquels les thèmes intéressant le présent partenariat sont traités.

TITRE III RÉGIME COMMERCIAL POUR LES MARCHANDISES

CHAPITRE 1 DROITS DE DOUANE ET MESURES NON TARIFAIRES

ARTICLE 10

Droits de douane

1. Par droits de douane, on entend les droits ou impositions de toute nature prélevés à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation de marchandises tels que prévus par les règles de l'OMC.

Cette disposition ne saurait être interprétée comme s'appliquant aux prélèvements intérieurs ou d'effet équivalent perçus au moment de la sortie du territoire.

2. Pour chaque produit, le droit de douane de base auquel les réductions successives s'appliquent est celui spécifié dans les calendriers de démantèlement tarifaire de chaque partie.

ARTICLE 11

Redevances et autres charges

Les parties réaffirment leur engagement à respecter les dispositions de l'article VIII du GATT de 1994.

ARTICLE 12

Droits de douane sur les produits originaires de la Côte d'Ivoire

Les produits originaires de la Côte d'Ivoire sont importés dans la partie CE libres de droits de douane, excepté pour les produits indiqués et aux conditions définies à l'annexe 1.

ARTICLE 13

Droits de douane sur les produits originaires de la partie CE

Les droits de douane sur les produits originaires de la partie CE à destination de la Côte d'Ivoire sont réduits ou éliminés conformément au calendrier de démantèlement tarifaire figurant à l'annexe 2.

ARTICLE 14

Règles d'origine

1. Au sens du présent chapitre, "originaire" s'applique à des marchandises conformes aux règles d'origine en vigueur au 1^{er} janvier 2008 sur le territoire des parties.

2. Les parties établiront un régime commun réciproque gouvernant les règles d'origine au plus tard le 31/07/2008, fondé sur les règles d'origine issues de l'accord de Cotonou et prévoyant leur simplification en tenant compte des objectifs de développement de la partie ivoirienne. Ce nouveau régime sera intégré au présent accord par décision du Comité APE. À défaut d'accord entre les parties, le régime en vigueur sera le régime le plus favorable pour la Côte d'Ivoire entre le régime en vigueur par la partie CE et les règles issues de l'accord de Cotonou améliorées.

3. Au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, les parties réviseront les dispositions en vigueur qui régissent les règles d'origine, avec comme objectif de simplifier les concepts et méthodes utilisés pour déterminer l'origine au regard des objectifs de développement de la Côte d'Ivoire en cohérence avec ceux de l'Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de cette révision, les parties prendront en compte le développement technologique, les processus de production et tous autres facteurs, y compris les réformes en cours concernant les règles d'origine, qui pourraient nécessiter des modifications du régime réciproque négocié. Toute modification ou remplacement sera effectué par décision du Comité APE.

ARTICLE 15

Statu quo

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ne sera introduit au commerce entre les parties et ceux actuellement appliqués au commerce entre les parties ne seront pas augmentés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. Nonobstant le paragraphe 1, dans le cadre de la finalisation de la mise en place du tarif extérieur commun de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Côte d'Ivoire pourra réviser jusqu'au 31 décembre 2011 ses droits de douane de base s'appliquant aux marchandises originaires de la Communauté européenne dans la mesure où l'incidence générale de ces droits n'est pas plus élevée que celle résultant des droits mentionnés à l'annexe 2. Le Comité APE modifie l'annexe 2 en conséquence.

ARTICLE 16

Droits, taxes ou autres redevances et charges sur les exportations

1. Aucun nouveau droit de douane sur les exportations ou charges d'effet équivalent ne sera introduit, ni ceux déjà en application augmentés, dans le commerce entre les parties à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. Dans des circonstances exceptionnelles, si la partie ivoirienne peut justifier des besoins spécifiques de revenus, de protection d'industrie naissante, ou de protection de l'environnement, elle pourra à titre temporaire, et après consultation avec la partie CE, introduire des droits de douane sur les exportations ou charges d'effet équivalent sur un nombre limité de marchandises additionnelles ou augmenter l'incidence de ceux existants.

3. Les parties conviennent de revoir les dispositions du présent article dans le cadre du Comité APE au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent accord, en tenant pleinement compte de leur impact sur le développement et la diversification de l'économie de la partie ivoirienne.

ARTICLE 17

Traitements plus favorables résultant d'accords de libre-échange

1. Concernant les domaines couverts par le présent chapitre, la partie CE accordera à la partie ivoirienne tout traitement plus favorable qui pourrait résulter du fait que la Communauté européenne devienne partie à un accord de libre-échange avec des parties tierces après la signature du présent accord.

2. Concernant les domaines couverts par le présent chapitre, la partie ivoirienne accordera à la partie CE tout traitement plus favorable qui pourrait résulter du fait que la partie ivoirienne devienne partie à un accord de libre-échange avec un partenaire commercial majeur après la signature du présent accord.

3. Si la partie ivoirienne obtient d'un partenaire commercial majeur un traitement substantiellement plus favorable que celui offert par la partie CE, les parties entreront en consultation et décideront ensemble de la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 2.

4. Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être interprétées comme obligeant les parties à s'accorder réciproquement des traitements préférentiels qui seraient applicables du fait de l'appartenance de l'une des parties à un accord de libre-échange avec une tierce partie à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

5. Dans le cadre du présent article, "accord de libre-échange" s'entend comme un accord libéralisant substantiellement le commerce et supprimant ou éliminant substantiellement les discriminations entre les parties, à travers l'élimination des mesures discriminatoires existantes et/ou l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires et de mesures plus discriminatoires, soit à l'entrée en vigueur du présent accord, soit sur la base d'un calendrier raisonnable.

6. Dans le cadre du présent article, "partenaire commercial majeur" signifie tout pays développé, ou tout pays ayant une part des échanges commerciaux mondiaux supérieure à 1 pour cent dans l'année précédant l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange visé au paragraphe 2, ou tout groupe de pays agissant individuellement, collectivement ou à travers un accord de libre-échange ayant une part des échanges commerciaux mondiaux supérieure à 1,5 pour cent dans l'année précédant l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange visé au paragraphe 2¹.

¹ Pour ce calcul, les données officielles de l'OMC sur les principaux exportateurs mondiaux de marchandises (excluant le commerce intra-UE) seront utilisées.

ARTICLE 18

Interdiction des restrictions quantitatives

Nonobstant les dispositions des articles 23, 24 et 25, à l'entrée en vigueur du présent accord, sont éliminées toutes les interdictions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation affectant le commerce entre les parties, autres que les droits de douane, taxes, redevances et autres charges visées à l'article 11, qu'elles soient mises en œuvre au moyen de contingentements, licences d'importation ou d'exportation ou par d'autres mesures. Aucune nouvelle mesure ne pourra être introduite.

ARTICLE 19

Traitement national en matière de taxation et réglementation intérieures

1. Les produits importés originaires de l'autre partie ne peuvent être assujettis directement ou indirectement à des taxes intérieures ou autres charges intérieures de tout type dépassant celles qui sont appliquées directement ou indirectement à des produits nationaux semblables. En outre, chaque partie s'interdit d'appliquer de toute autre manière des taxes ou autres charges internes dans le but de fournir une protection à la production nationale.

2. Les produits importés originaires de l'autre partie bénéficient d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé à des produits nationaux semblables dans le cadre de toutes les lois, réglementations et exigences s'appliquant à leur vente, leur mise en vente, leur achat, leur transport, leur distribution ou leur utilisation sur le marché national. Les dispositions du présent paragraphe n'empêchent pas l'application de tarifs pour les transports intérieurs différenciés fondés exclusivement sur l'utilisation économique des moyens de transport et non sur l'origine du produit.

3. Nonobstant les dispositions sur les règles d'origine, chaque partie s'interdit d'instituer ou de maintenir en vigueur une réglementation intérieure quelconque portant sur le mélange, la transformation ou l'usage de produits selon des quantités ou proportions spécifiées qui exigerait, directement ou indirectement, qu'une quantité ou une proportion spécifiée du produit objet de ladite réglementation provienne de sources nationales. En outre, chaque partie s'interdit d'appliquer de toute autre manière une réglementation quantitative interne dans le but de fournir une protection à sa production nationale.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux lois, règlements, procédures ou pratiques relatives aux marchés publics.

5. Les dispositions du présent article sont sans préjudice du chapitre 2 concernant les instruments de défense commerciale.

6. Concernant les questions relatives au versement de subventions à des producteurs nationaux, les parties se référeront à l'OMC.

ARTICLE 20

Sécurité alimentaire

S'il s'avère que la mise en œuvre du présent accord conduit à des difficultés de disponibilité ou d'accès à des produits alimentaires nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire, et lorsque cette situation pose ou risque de poser des difficultés majeures pour la Côte d'Ivoire, celle-ci pourra prendre des mesures appropriées en accord avec les procédures établies à l'article 25.

ARTICLE 21

Disposition spéciale sur la coopération administrative

1. Les parties conviennent que la coopération administrative est essentielle pour la mise en œuvre et le contrôle du traitement préférentiel accordé dans le présent chapitre et soulignent leur engagement à combattre les irrégularités et fraudes en matière de douane et domaines liés.

2. Lorsqu'une partie obtient la preuve, sur la base d'une information objective, d'un défaut de coopération administrative et/ou d'irrégularités ou de fraude, cette partie concernée peut suspendre temporairement le traitement préférentiel accordé au(x) produit(s) concerné(s) conformément au présent article.

3. Aux fins du présent article, un défaut de coopération administrative se définit, entre autres, comme:

a) un non-respect récurrent de l'obligation de vérifier le statut originaire du ou des produits concerné(s);

b) un refus répété de ou un retard indu pour conduire et/ou communiquer les résultats d'une vérification subséquente de la preuve de l'origine;

c) un refus répété de ou un retard indu pour octroyer l'autorisation de conduire une mission de coopération pour vérifier l'authenticité de documents ou l'exactitude de l'information pertinente pour l'octroi du traitement préférentiel en question.

4. L'application d'une suspension temporaire est soumise aux conditions suivantes:

a) La partie qui obtient la preuve, sur la base d'une information objective, d'un défaut de coopération administrative et/ou d'irrégularités ou de fraude, doit notifier sans retard indu le Comité APE de l'obtention de cette preuve ainsi que de l'information objective, et doit entrer en consultation avec le Comité APE pour trouver une solution acceptable pour les deux parties, sur la base de toutes les informations pertinentes et preuves objectives.

b) Lorsque les parties sont entrées en consultation avec le Comité APE tel que prévu ci-dessus et n'ont pu s'accorder sur une solution acceptable dans les trois mois suivant la notification, la partie concernée peut suspendre temporairement le traitement préférentiel accordé au(x) produit(s) concerné(s). Une suspension temporaire doit être notifiée sans retard indu au Comité APE.

c) Les suspensions temporaires prévues par le présent article se limitent à ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts financiers de la partie concernée. Elles n'excèdent pas une période de six mois, qui peut être renouvelée. Les suspensions temporaires sont notifiées immédiatement après leur adoption au Comité APE. Elles font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité APE visant en particulier à leur abrogation dès que les conditions de leur application n'existent plus.

5. En même temps que la notification au Comité APE prévue au paragraphe 4, point a) du présent article, la partie concernée publie une notice aux importateurs dans son journal officiel. Cette notice aux importateurs indique que, pour le produit concerné, sur la base d'une information objective, une preuve a été obtenue de défaut de coopération administrative et/ou d'irrégularités ou de fraude.

ARTICLE 22

Gestion des erreurs administratives

En cas d'erreur des autorités compétentes dans la gestion des systèmes préférentiels d'exportation, et en particulier dans l'application des dispositions concernant la définition du concept de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative, lorsque cette erreur a des conséquences en termes d'importation et d'exportation, la partie exposée à ces conséquences peut demander au Comité APE d'examiner les possibilités pour adopter toutes les mesures appropriées dans le but de remédier à la situation.

CHAPITRE 2 INSTRUMENTS DE DÉFENSE COMMERCIALE

ARTICLE 23

Mesures antidumping et compensatoires

1. Sous réserve des dispositions du présent article, rien dans le présent accord ne saurait empêcher la partie CE ou la Côte d'Ivoire d'adopter des mesures anti-dumping ou compensatoires en conformité avec les accords OMC pertinents. Aux fins du présent article, l'origine est déterminée en accord avec les règles d'origine non préférentielles des parties.

2. Avant d'imposer des mesures antidumping ou compensatoires définitives sur des marchandises, les parties considéreront la possibilité de solutions constructives telles que prévues dans les accords OMC pertinents. Elles pourront notamment à cette fin tenir des consultations appropriées.

3. La partie CE notifie à la Côte d'Ivoire la réception d'une plainte documentée adéquatement avant d'ouvrir une enquête.

4. Les dispositions du présent article sont applicables à toutes les enquêtes ouvertes après l'entrée en vigueur du présent accord.

5. Les dispositions du présent article ne sont pas soumises aux dispositions du mécanisme de règlement des différends du présent accord.

ARTICLE 24

Mesures de sauvegarde multilatérales

1. Sous réserve des dispositions du présent article, rien dans le présent accord ne saurait empêcher la Côte d'Ivoire et la partie CE d'adopter des mesures en accord avec l'article XIX du GATT de 1994, l'accord sur les sauvegardes, et l'article 5 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture. Aux fins du présent article, l'origine est déterminée conformément aux règles d'origine non préférentielles des parties.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, à la lumière des objectifs généraux de développement du présent accord et de la petite taille de l'économie de la Côte d'Ivoire, la partie CE exclura les importations de la Côte d'Ivoire de toute mesure prise en application de l'article XIX du GATT de 1994, de l'accord sur les sauvegardes, et de l'article 5 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture.

3. Les dispositions du paragraphe 2 s'appliqueront pour une période de cinq ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Au plus tard 120 jours avant la fin de cette période, le Comité APE réexaminera la mise en œuvre de ces dispositions à la lumière des besoins de développement de la Côte d'Ivoire, dans l'objectif de déterminer s'il y a lieu de prolonger leur application pour une période plus longue.

4. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas soumises aux dispositions du mécanisme de règlement des différends du présent accord.

ARTICLE 25

Mesures de sauvegarde bilatérales

1. Après avoir examiné les solutions alternatives, une partie peut prendre des mesures de sauvegarde d'une durée limitée qui dérogent aux dispositions des articles 12 et 13, dans les conditions et conformément aux procédures prévues par le présent article.

2. Les mesures de sauvegarde visées au paragraphe 1 peuvent être prises lorsqu'un produit originaire d'une partie est importé dans le territoire de l'autre partie en quantités tellement accrues et dans des conditions telles que cela cause ou menace de causer:

a) un dommage grave à l'industrie domestique produisant des produits similaires ou directement concurrents sur le territoire de la partie importatrice,

b) des perturbations dans un secteur de l'économie, en particulier si ces perturbations engendrent des problèmes sociaux importants ou des difficultés qui pourraient provoquer une détérioration sérieuse de la situation économique de la partie importatrice, ou

c) des perturbations des marchés des produits agricoles similaires ou directement concurrents¹ ou des mécanismes régulant ces marchés sur le territoire de la partie importatrice.

3. Les mesures de sauvegarde visées au présent article n'excéderont pas ce qui est strictement nécessaire pour remédier ou empêcher le dommage grave ou les perturbations, tels que définis aux paragraphes 2, 4 et 5. Ces mesures de sauvegarde de la partie importatrice ne pourront consister qu'en l'une ou plusieurs des mesures suivantes:

¹ Aux fins du présent article, les produits agricoles sont ceux couverts par l'annexe I de l'accord de l'OMC sur l'agriculture.

a) la suspension de toute nouvelle réduction du taux du droit de douane à l'importation applicable pour le produit concerné, telle que prévue par le présent accord,

b) l'augmentation du droit de douane pour le produit concerné à un niveau n'excédant pas le droit de douane appliqué aux autres membres de l'OMC, et

c) l'introduction de contingents tarifaires sur le produit concerné.

4. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'un produit originaire de la Côte d'Ivoire est importé dans des quantités accrues et conditions telles que cela cause ou menace de causer l'une des situations décrites aux paragraphes 2, points a), b) et c), dans une ou plusieurs régions ultrapériphériques de la partie CE, la partie CE peut prendre des mesures de surveillance ou de sauvegarde, telles que prévues au paragraphe 3, limitées à la ou les régions concernées, en accord avec les procédures définies aux paragraphes 6 à 9.

5. a) Lorsqu'un produit originaire de la partie CE est importé dans des quantités accrues et conditions telles que cela cause ou menace de causer l'une des situations décrites aux paragraphes 2, points a), b) et c), la Côte d'Ivoire peut prendre des mesures de surveillance ou de sauvegarde limitées à son territoire en accord avec les procédures définies aux paragraphes 6 à 9.

b) Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2, la Côte d'Ivoire peut prendre des mesures de sauvegarde, telles que prévues au paragraphe 3, lorsqu'un produit originaire de la partie CE est importé dans des quantités accrues et conditions telles que cela cause ou menace de causer des perturbations à une industrie naissante produisant des produits similaires ou directement concurrents.

Cette disposition est applicable uniquement pour une période de dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Toutefois, ce délai peut être prorogé d'accord parties, lorsque malgré le potentiel de développement de l'industrie et les efforts effectivement mis en œuvre, cet objectif n'a pas été atteint en raison notamment de la conjoncture économique mondiale ou de troubles graves affectant la Côte d'Ivoire.

Les mesures doivent être prises en conformité avec les dispositions des paragraphes 6 à 9.

6. a) Les mesures de sauvegarde visées au présent article ne seront maintenues que pour la période nécessaire pour empêcher un dommage grave ou des perturbations tels que définis aux paragraphes 2, 4 et 5 ou y remédier.

b) Les mesures de sauvegarde visées au présent article seront appliquées pour une période n'excédant pas deux ans. Lorsque les circonstances justifiant l'imposition de mesures de sauvegarde continuent d'exister, ces mesures peuvent être prolongées pour une nouvelle

période de deux ans maximum. Lorsque la Côte d'Ivoire applique une mesure de sauvegarde, ou lorsque la partie CE applique une mesure limitée au territoire de l'une ou de plusieurs de ses régions ultrapériphériques, cette mesure peut néanmoins être appliquée pour une période n'excédant pas quatre ans, et, lorsque les circonstances justifiant l'imposition de mesures de sauvegarde continuent à exister, être prolongée pour une nouvelle période de quatre ans.

c) Les mesures de sauvegarde visées au présent article qui excèdent un an seront assorties d'éléments clairs conduisant progressivement à l'élimination des causes des dommages et des perturbations, ainsi que des mesures, au plus tard à la fin de la période établie.

d) Sauf en cas de circonstances exceptionnelles soumises à l'appréciation du Comité APE, aucune mesure de sauvegarde visée au présent article ne sera appliquée à un produit qui aura précédemment fait l'objet d'une telle mesure, pour une période d'au moins un an à compter de la date d'expiration de cette mesure.

7. Aux fins de la mise en oeuvre des paragraphes 1 à 6, les dispositions suivantes s'appliquent:

a) lorsqu'une partie est d'avis que l'une des circonstances définies aux paragraphes 2, 4 et/ou 5 existe, elle en réfère immédiatement au Comité APE;

b) le Comité APE peut faire toute recommandation nécessaire pour remédier aux circonstances qui se sont produites. Si le Comité APE n'a pas fait de recommandations pour remédier aux circonstances, ou s'il n'a pas été trouvé de solution satisfaisante dans les trente jours suivant la notification audit comité, la partie importatrice peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux circonstances, conformément au présent article;

c) avant de prendre une mesure prévue par le présent article ou, dans les cas prévus au paragraphe 8, dès que possible, la partie concernée communiquera au Comité APE toutes les informations utiles pour un examen complet de la situation, en vue de trouver une solution acceptable par les parties;

d) dans la sélection des mesures de sauvegarde, la priorité doit être donnée à celles qui permettent de corriger efficacement et rapidement le problème posé, tout en perturbant le moins possible le bon fonctionnement du présent accord;

e) toute mesure de sauvegarde prise conformément au présent article est notifiée immédiatement au Comité APE et fait l'objet, au sein de celui-ci, de consultations périodiques, notamment en vue d'établir un calendrier pour sa suppression dès que les circonstances le permettent.

8. Lorsque des circonstances exceptionnelles exigent de prendre des mesures immédiates, la partie importatrice concernée, qu'il s'agisse de la partie CE ou de la Côte d'Ivoire, selon le cas, peut prendre les mesures prévues aux paragraphes 3, 4 et/ou 5 sur une base provisoire, sans se conformer aux exigences du paragraphe 7. Cette action peut être prise pour une période maximale de 180 jours lorsque les mesures sont prises par la partie CE et 200 jours lorsque les mesures sont prises par la Côte d'Ivoire ou lorsque les mesures de la partie CE sont limitées à l'une ou plusieurs de ses régions ultrapériphériques. La durée de ces mesures provisoires sera comptée comme une partie de la période initiale ou de toute prolongation définie au paragraphe 6. Dans la prise de ces mesures provisoires, les intérêts de toutes les parties prenantes doivent être pris en compte. La partie importatrice concernée informe l'autre partie et saisit immédiatement le Comité APE pour examen du sujet.

9. Si une partie importatrice soumet les importations d'un produit à une procédure administrative ayant pour objet de fournir rapidement des informations au sujet de l'évolution des flux commerciaux susceptibles de provoquer les problèmes visés au présent article, elle en informe sans retard le Comité APE.

10. Les accords de l'OMC ne seront pas invoqués pour empêcher une partie d'adopter des mesures de sauvegarde au titre du présent article.

ARTICLE 26

Coopération

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération en matière d'instruments de défense commerciale.

2. Les parties conviennent de coopérer, conformément à l'article 4, y compris par la facilitation des mesures d'assistance, notamment dans les domaines suivants:

a) développement des réglementations et institutions pour assurer la défense commerciale;

b) développement des capacités pour l'utilisation des instruments de défense commerciale prévus par le présent accord.

CHAPITRE 3 RÉGIME DOUANIER ET FACILITATION DU COMMERCE

ARTICLE 27

Objectifs

1. Les parties reconnaissent l'importance des questions douanières et de la facilitation du commerce dans le contexte évolutif du commerce mondial. Elles conviennent de renforcer leur coopération dans ce domaine afin de s'assurer que la législation et les procédures pertinentes ainsi que la capacité administrative des administrations concernées remplissent les objectifs visés en matière de contrôle effectif et de facilitation des échanges commerciaux, et contribuent à la promotion du développement et de l'intégration régionale des pays signataires.

2. Les parties conviennent que les objectifs légitimes de politique publique, y compris les objectifs de sécurité et de prévention de la fraude, ne seront compromis d'aucune façon.

3. Les parties s'engagent à assurer la libre circulation des marchandises couvertes par le présent accord dans leurs territoires respectifs.

ARTICLE 28

Coopération douanière et administrative

1. Afin d'assurer la conformité avec les dispositions du présent titre, et de répondre efficacement aux objectifs définis par l'article 27, les parties:

- a) échangent les informations sur la législation et les procédures douanières;
- b) développent des initiatives conjointes relatives aux procédures d'importation, d'exportation et de transit, ainsi que des initiatives visant à proposer un service efficace à la communauté d'affaires;
- c) coopèrent en matière d'automatisation des procédures douanières et autres procédures commerciales et, s'il y a lieu, visent à l'établissement de standards communs d'échanges de données;

d) établissent dans la mesure du possible des positions communes au sein d'organisations internationales dans le domaine douanier, telles que l'OMC, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation des Nations unies (ONU) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED);

e) coopèrent en matière de planification et de mise en œuvre de l'assistance technique, notamment pour faciliter les réformes douanières et de facilitation du commerce conformément aux dispositions du présent accord; et

f) encouragent la coopération entre toutes les agences concernées, tant à l'intérieur du pays qu'entre les pays.

2. Nonobstant le paragraphe 1, les administrations des parties se fournissent une assistance administrative mutuelle pour les questions de douane, conformément aux dispositions du protocole relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière.

ARTICLE 29

Législation et procédures douanières

1. Les parties conviennent que leurs législations commerciales et douanières respectives, leurs dispositions et leurs procédures sont fondées sur les instruments et les normes internationales dans les domaines douanier et commercial, notamment les éléments de substance de la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers faite à Kyoto le 18 mai 1973, révisée à Bruxelles le 26 juin 1999 (convention de Kyoto révisée), le cadre de normes de l'OMD visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial, le modèle de données de l'OMD et la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ("SH").

Les parties veillent au libre transit de marchandises à travers leur territoire, en empruntant l'itinéraire convenant le mieux pour le transit.

Les restrictions, contrôles ou exigences éventuels doivent être fondés sur un objectif légitime de politique publique, être non discriminatoires, proportionnés et appliqués de manière uniforme.

Sans préjudice de la poursuite de contrôles douaniers légitimes, les parties accordent aux marchandises en transit à destination ou en provenance du territoire de l'autre partie un traitement non moins favorable que celui accordé aux marchandises domestiques, aux exportations, importations et à leur mouvement.

Les parties mettent en place des régimes de transport sous douane permettant le transit de marchandises sans devoir payer des droits de douane et autres charges, sous réserve de la remise de garanties appropriées.

Les parties s'emploient à promouvoir et à mettre en œuvre des régimes de transit régionaux visant à réduire les obstacles au commerce.

Les parties recourent aux normes et instruments internationaux en matière de transit de marchandises.

Les parties assurent la coopération et coordination de toutes les instances concernées dans leurs territoires pour faciliter le trafic en transit et promouvoir la coopération transfrontalière.

2. Afin d'améliorer les méthodes de travail, et pour veiller à ce que les principes de non-discrimination, de transparence, d'efficacité, d'intégrité et de responsabilisation soient respectés, les parties vont:

a) prendre les mesures nécessaires afin de réduire, simplifier et standardiser les données et documents requis par les douanes et autres instances connexes;

b) simplifier les exigences et formalités douanières dans la mesure du possible pour réaliser la mainlevée et le dédouanement rapides de marchandises;

c) prévoir des procédures efficaces, rapides et non discriminatoires assurant un droit de recours contre des actions administratives, des arrêts, et des décisions par les douanes affectant des importations, des exportations ou des marchandises en transit. Ces procédures seront aisément accessibles aux requérants, y compris les petites et moyennes entreprises, et les frais afférents seront raisonnables et en proportion des coûts encourus dans l'introduction de recours;

d) veiller au maintien des normes d'intégrité les plus élevées par l'application de mesures reflétant les principes consacrés par les conventions internationales pertinentes et les instruments dans ce domaine.

ARTICLE 30

Relations avec la communauté d'affaires

Les parties conviennent:

a) de veiller à ce que toutes les législations, procédures, redevances et charges, ainsi que leur justification, puissent être connues du public, et ce autant que possible par des moyens électroniques;

b) de la nécessité de concertations menées en temps utile et régulièrement avec les représentants du commerce sur des propositions législatives et procédures relatives aux questions de douane et de commerce. À cet effet, des mécanismes appropriés et réguliers de consultation entre les administrations et la communauté d'affaires sont établis par chaque partie;

c) qu'un délai suffisant doit s'écouler entre la publication et l'entrée en vigueur d'une législation, d'une procédure, d'un droit ou d'une charge nouveaux ou amendés.

Les parties publient des informations administratives, portant notamment sur les exigences d'agence, les procédures d'entrée, les heures d'activité et les procédures opérationnelles des douanes aux ports et aux postes frontières, ainsi que sur les points de contact pour obtenir des renseignements;

d) d'encourager la coopération entre les opérateurs et les administrations compétentes par l'emploi de procédures non arbitraires et publiquement accessibles tels que les protocoles d'accord, fondés sur ceux qui ont été promulgués par l'OMD;

e) de veiller à ce que leurs exigences douanières et connexes respectives et les prescriptions et procédures qui y sont associées continuent de répondre aux besoins de la communauté d'affaires, se conforment aux meilleures pratiques et demeurent aussi peu restrictives que possible pour les échanges commerciaux.

ARTICLE 31

Valeur en douane

1. L'article VII du GATT de 1994 et l'accord de l'OMC relatif à la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 régissent les règles de détermination de la valeur en douane appliquées au commerce réciproque entre les parties.

2. Les parties coopèrent en vue de parvenir à une approche commune pour les questions relatives à la valeur en douane.

ARTICLE 32

Intégration régionale

Les parties conviennent de faire progresser les réformes douanières visant à faciliter les échanges commerciaux dans le cadre régional de l'Afrique de l'Ouest.

ARTICLE 33

Poursuite des négociations en matière de douanes et de facilitation du commerce

Dans le cadre des négociations d'un APE global, les parties conviennent de poursuivre les négociations sur le présent chapitre afin de le compléter dans un cadre régional.

ARTICLE 34

Comité spécial en matière de douanes et de facilitation du commerce

Dans le cadre du Comité APE, les parties mettront en place un comité spécial sur la douane et la facilitation du commerce, composé de représentants des parties. Ce comité fera rapport au Comité APE. Il discutera de toutes les questions douanières de nature à faciliter les échanges commerciaux entre les parties et suivra la mise en œuvre et l'administration du présent chapitre ainsi que la mise en œuvre des règles d'origine.

ARTICLE 35

Coopération

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération en matière douanière et de la facilitation du commerce pour la mise en œuvre du présent accord.

2. Les parties conviennent de coopérer, conformément aux dispositions de l'article 4, y compris par la facilitation des mesures d'assistance, notamment dans les domaines suivants:

- a) élaboration des dispositions législatives et réglementaires appropriées et simplifiées;
- b) information et sensibilisation des opérateurs, y compris la formation du personnel concerné;
- c) renforcement des capacités, modernisation et interconnexion des administrations douanières.

CHAPITRE 4 OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE ET MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES

ARTICLE 36

Obligations multilatérales

Les parties réaffirment leurs droits et obligations aux termes de l'accord instituant l'OMC et, en particulier, des accords OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (accord SPS) et sur les obstacles techniques au commerce (accord OTC). Les parties réaffirment également leurs droits et obligations aux termes de la convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), du Codex Alimentarius et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).

Les parties réaffirment leur engagement d'améliorer la santé publique en Côte d'Ivoire, en particulier par le renforcement de ses capacités à identifier les produits non conformes.

Ces engagements, droits et obligations encadrent l'activité des parties au titre du présent chapitre.

ARTICLE 37

Objectifs

Les objectifs du présent chapitre sont de faciliter le commerce de marchandises entre les parties, d'augmenter leurs capacités à identifier, prévenir et éliminer les obstacles au commerce non nécessaires, du fait de réglementations techniques, de normes, et de procédures d'évaluation de la conformité appliquées par l'une ou l'autre des parties, tout en préservant la capacité des parties à protéger la santé publique, les animaux et les plantes.

ARTICLE 38

Champ d'application et définitions

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux réglementations et normes techniques, ainsi qu'aux procédures d'évaluation de la conformité définies dans l'accord OTC et aux mesures sanitaires et phytosanitaires (ci-après dénommées "normes SPS"), dès lors qu'elles affectent les échanges commerciaux entre les parties.

2. Aux fins du présent chapitre et sauf indication contraire, les définitions des accords SPS et OTC, du Codex Alimentarius, de la CIPV et de l'OMSA s'appliquent, y compris pour toute référence aux "produits" dans le présent chapitre et dans les appendices au présent accord.

ARTICLE 39

Autorités compétentes

Les autorités des parties compétentes pour la mise en œuvre des mesures prévues par le présent chapitre sont indiquées à l'appendice II.

Conformément à l'article 41, les parties s'informent mutuellement et en temps utile de tous changements significatifs des autorités compétentes figurant à l'appendice II. Le Comité APE adopte tout amendement nécessaire de l'appendice II.

ARTICLE 40

Détermination des zones sanitaires et phytosanitaires

En ce qui concerne les conditions d'importation, les parties peuvent au cas par cas proposer et identifier des zones de statut sanitaire et phytosanitaire défini, en se référant à l'article 6 de l'accord SPS.

ARTICLE 41

Transparence des conditions du commerce et échange d'informations

1. Les parties s'informent mutuellement de tout changement de leurs règlements techniques pour les produits (notamment d'animaux vivants et de végétaux).

2. Les parties conviennent de s'informer mutuellement, par écrit et dans les meilleurs délais, des mesures prises pour interdire l'importation de marchandises dans le dessein d'intervenir face à un problème quelconque concernant la santé (publique, animale ou phytosanitaire), la prévention et l'environnement, conformément aux recommandations prévues dans l'accord SPS.

3. Les parties conviennent d'échanger des informations dans un esprit de collaboration afin que leurs produits respectent les réglementations techniques et les normes requises pour leur permettre d'accéder à leurs marchés respectifs.

4. Les parties échangeront également directement des informations sur d'autres domaines sur lesquels les parties conviennent qu'ils revêtent une importance potentielle pour leurs relations commerciales, y compris les questions de sécurité alimentaire, l'apparition soudaine de maladies animales et végétales, les avis scientifiques et d'autres événements notables liés à la sécurité des produits. En particulier, les parties s'engagent à s'informer mutuellement quand elles appliquent le principe de zones exemptes de parasites ou de maladies et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies comme prévu à l'article 6 de l'accord SPS.

5. Les parties conviennent d'échanger des informations sur la surveillance épidémiologique des maladies animales. En ce qui concerne la protection phytosanitaire, les parties échangeront également des informations sur l'apparition de parasites présentant un danger connu et immédiat pour l'autre partie.

6. Les parties conviennent de coopérer en vue de s'alerter mutuellement et rapidement quand de nouvelles règles régionales peuvent avoir un impact sur leur commerce mutuel.

ARTICLE 42

Coopération au sein des organismes internationaux

Les parties conviennent de coopérer avec les organismes internationaux de normalisation, y compris dans le but de faciliter la participation des représentants de la partie ivoirienne aux réunions de ces organismes.

ARTICLE 43

Coopération

1. Les parties reconnaissent l'importance de coopérer dans les domaines de la réglementation technique, des normes, et de l'évaluation de la conformité pour réaliser les objectifs du présent chapitre.

2. Les parties conviennent de coopérer, conformément aux dispositions de l'article 4, en vue d'améliorer la qualité et la compétitivité des produits prioritaires pour la Côte d'Ivoire et l'accès au marché de la Communauté européenne, y compris par des mesures d'assistance, notamment financière, dans les domaines suivants:

a) mise en place d'un cadre approprié d'échange d'informations et de partage d'expertise entre les parties;

b) adoption des normes et réglementations techniques, procédures d'évaluation de la conformité, et mesures sanitaires et phytosanitaires harmonisées au niveau régional, sur la base des standards internationaux pertinents;

c) renforcement des capacités des acteurs publics et privés, y compris l'information et la formation, en vue de se conformer aux normes, réglementations et mesures de la Communauté européenne, et de participer dans des instances internationales;

d) développement des capacités nationales pour l'évaluation de la conformité des produits et l'accès au marché de la Communauté européenne.

TITRE IV SERVICES, INVESTISSEMENTS ET RÈGLES LIÉES AU COMMERCE

ARTICLE 44

En se basant sur l'accord de Cotonou, les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires ou à coopérer pour favoriser la négociation et la conclusion, dans les meilleurs délais, d'un APE global, conformément aux dispositions pertinentes de l'OMC, entre la partie CE et l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, dans les domaines suivants:

- a) le commerce des services et le commerce électronique;
- b) les investissements;
- c) les paiements courants et mouvements des capitaux;
- d) la concurrence;
- e) la propriété intellectuelle;
- f) les marchés publics;
- g) le développement durable;
- h) la protection des données à caractère personnel.

Les parties prendront toutes les dispositions utiles en vue de favoriser la conclusion d'un APE global entre la partie CE et l'Afrique de l'Ouest avant la fin de l'année 2008.

TITRE V PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉREND

CHAPITRE 1 OBJECTIF ET CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 45

Objectif

L'objectif du présent titre est de prévenir et de régler les différends qui pourraient survenir entre les parties afin de parvenir, dans la mesure du possible, à une solution mutuellement satisfaisante.

ARTICLE 46

Champ d'application

1. Le présent titre s'applique à tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent accord, à l'exception des dispositions du titre II et sauf dispositions contraires expresses.

2. Nonobstant le paragraphe 1, la procédure prévue à l'article 98 de l'accord de Cotonou est applicable en cas de différend concernant le financement de la coopération au développement tel que défini dans l'accord de Cotonou.

CHAPITRE 2 CONSULTATION ET MÉDIATION

ARTICLE 47

Consultations

1. Les parties s'efforcent de résoudre les différends qui sont couverts par l'article 46 en engageant des consultations de bonne foi afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante.

2. Une partie souhaitant engager des consultations le fait en présentant une requête par écrit à l'autre partie avec copie au Comité APE en précisant la mesure en cause et les dispositions de l'accord avec lesquelles, à son avis, ladite mesure n'est pas conforme.

3. Les consultations sont engagées dans les 40 jours de la date de présentation de la requête. Elles sont réputées conclues dans les 60 jours de la date de la requête à moins que les parties ne conviennent de les poursuivre au-delà du délai susvisé. Les informations échangées au cours des consultations restent confidentielles.

4. Dans les situations urgentes, notamment celles impliquant des denrées périssables ou saisonnières, les consultations sont engagées dans les 15 jours suivant la date de présentation de la requête et sont réputées conclues dans les 30 jours de la date de présentation de la requête.

5. Si les consultations ne sont pas engagées dans les délais prévus au paragraphe 3 ou au paragraphe 4, ou si les consultations sont conclues sans parvenir à un accord sur une solution mutuellement satisfaisante, la partie plaignante a la faculté de demander la constitution d'un groupe spécial d'arbitrage conformément à l'article 49.

ARTICLE 48

Médiation

1. Si les consultations n'aboutissent pas à une solution mutuellement satisfaisante, les parties peuvent, par accord amiable, recourir à un médiateur. À moins que les parties n'en décident autrement, les termes de référence de la médiation seront ceux exposés dans la requête de consultations.

2. À moins que les parties au différend ne conviennent d'un médiateur dans les 10 jours suivant la présentation de la demande de médiation, le président du Comité APE, ou son représentant, désigne par tirage au sort un médiateur parmi les individus figurant sur la liste visée à l'article 64 et qui ne sont pas des ressortissants des parties. La sélection se fait dans les

20 jours suivant la présentation de la demande de médiation en présence d'un représentant de chacune des parties. Le médiateur convoque une réunion des parties au plus tard 30 jours après avoir été désigné. Le médiateur reçoit les soumissions de chaque partie au plus tard 15 jours avant la réunion et fait connaître son avis au plus tard 45 jours après avoir été désigné.

3. Dans son avis, le médiateur peut formuler des recommandations sur la manière de résoudre le différend qui soient conformes aux dispositions visées à l'article 53. L'avis du médiateur n'est pas contraignant.

4. Les parties peuvent convenir de modifier les délais visés au paragraphe 2. Le médiateur peut également décider de modifier ces délais à la demande de l'une quelconque des parties ou de sa propre initiative en fonction des difficultés particulières affectant la partie concernée ou de la complexité de l'affaire.

5. Les procédures de médiation et en particulier l'information échangée et les positions prises par les parties au cours de ces procédures, restent confidentielles.

CHAPITRE 3 PROCÉDURES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

SECTION I PROCÉDURE D'ARBITRAGE

ARTICLE 49

Engagement de la procédure d'arbitrage

1. Si les parties n'aboutissent pas à une résolution de leur différend après avoir recouru aux consultations prévues à l'article 47 ou après avoir recouru à la médiation visée à l'article 48, la partie plaignante peut demander la mise en place d'un groupe spécial d'arbitrage.

2. La demande d'une mise en place d'un groupe spécial d'arbitrage est adressée par écrit à la partie mise en cause et au Comité APE. Dans sa demande, la partie plaignante précise les mesures spécifiques qui sont en cause et explique les raisons pour lesquelles ces mesures sont en violation des dispositions du présent accord.

ARTICLE 50

Constitution d'un groupe spécial d'arbitrage

1. Un groupe spécial d'arbitrage est composé de trois arbitres.
2. Dans les 10 jours de la remise de la demande de mise en place d'un groupe spécial d'arbitrage au Comité APE, les parties se concertent en vue de convenir de la composition du groupe spécial d'arbitrage.
3. Dans le cas où les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la composition du groupe spécial d'arbitrage dans les délais prévus au paragraphe 2, chaque partie peut demander au président du Comité APE ou à son représentant de sélectionner les trois membres du groupe spécial d'arbitrage par tirage au sort dans la liste établie aux termes de l'article 64, un de ces membres figurant parmi les personnes qui ont été désignées par la partie plaignante, un autre figurant parmi celles qui ont été désignées par la partie mise en cause, et le troisième parmi celles qui ont été désignées par les deux parties en vue de présider aux séances. Si les parties sont convenues de la sélection d'un ou de plusieurs des membres du groupe spécial d'arbitrage, le ou les membres restants sont sélectionnés en suivant la même procédure.
4. Le président du Comité APE ou son représentant sélectionne les arbitres dans les cinq jours de la requête visée au paragraphe 3 et émanant de l'une ou l'autre partie, en présence d'un représentant de chaque partie.
5. La date de la constitution du groupe spécial d'arbitrage est celle à laquelle les trois arbitres sont réputés sélectionnés.

ARTICLE 51

Rapport intérimaire du groupe spécial d'arbitrage

Le groupe spécial d'arbitrage remet aux parties un rapport intérimaire contenant aussi bien les sections descriptives que ses constatations et conclusions, en règle générale 120 jours au plus tard à compter de la constitution du groupe spécial d'arbitrage. Dans les quinze jours de la remise du rapport intérimaire par le groupe spécial, chaque partie peut présenter à celui-ci des observations écrites sur des aspects précis dudit rapport.

ARTICLE 52

La décision du groupe spécial d'arbitrage

1. Le groupe spécial d'arbitrage remet sa décision aux parties et au Comité APE 150 jours au plus tard à compter de la mise en place du groupe spécial d'arbitrage. S'il considère que cette date limite ne peut pas être respectée, le président du groupe spécial d'arbitrage en informe par écrit les parties et le Comité APE, en précisant les raisons du retard et la date à laquelle le comité prévoit de conclure ses travaux. La décision d'arbitrage ne devrait en aucune circonstance être rendue au-delà de 180 jours à compter de la mise en place du groupe spécial d'arbitrage.

2. Dans les cas urgents, y compris ceux où des denrées périssables et saisonnières sont en jeu, le groupe spécial d'arbitrage fait diligence pour rendre sa décision dans les 75 jours suivant sa constitution. Il ne devrait en aucun cas rendre sa décision dans plus de 90 jours à compter de sa mise en place. Dans les dix jours suivant sa mise en place, le groupe spécial d'arbitrage peut rendre une décision préliminaire sur la question de savoir s'il juge l'affaire urgente.

3. Chaque partie peut demander au groupe spécial d'arbitrage de fournir des recommandations sur la façon dont la partie mise en cause pourrait se mettre en conformité.

SECTION II MISE EN CONFORMITÉ

ARTICLE 53

Mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage

Chaque partie prend toutes mesures nécessaires pour mettre en œuvre la décision du groupe spécial d'arbitrage, les parties s'employant à convenir d'un délai d'exécution de la décision.

ARTICLE 54

Délai raisonnable pour la mise en conformité

1. Trente jours au plus tard après que les parties auront été avisées de la décision du groupe spécial d'arbitrage, la partie mise en cause avise par écrit la partie plaignante et le Comité APE du délai qui lui sera nécessaire pour se mettre en conformité (ci-après dénommé "délai raisonnable").

2. En cas de désaccord entre les parties sur ce qui constitue un délai raisonnable pour se conformer à la décision du groupe spécial d'arbitrage, la partie plaignante, dans les 20 jours suivant la notification faite par la partie mise en cause, demande par écrit au groupe spécial d'arbitrage de déterminer la durée du délai raisonnable. Cette demande est communiquée simultanément à l'autre partie et au Comité APE. Le groupe spécial d'arbitrage fait connaître sa décision aux parties et au Comité APE dans les 30 jours suivant la présentation de la demande.

3. Pour déterminer la durée du délai raisonnable, le groupe spécial d'arbitrage tient compte du temps dont la partie mise en cause aurait normalement besoin pour adopter des mesures législatives ou administratives comparables à celles que la partie mise en cause estime être nécessaires pour assurer la conformité. Le groupe spécial d'arbitrage peut aussi tenir compte de contraintes susceptibles d'affecter l'adoption des mesures nécessaires par la partie mise en cause.

4. Dans le cas où le groupe spécial d'arbitrage original ou certains de ses membres ne sont pas en mesure de se réunir de nouveau, les procédures de l'article 50 seront appliquées. Le délai pour rendre une décision est de 45 jours à compter de la présentation de la demande visée au paragraphe 2.

5. Le délai raisonnable peut être prolongé par accord mutuel entre les parties.

ARTICLE 55

Réexamen des mesures prises pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage

1. La partie mise en cause avise l'autre partie et le Comité APE avant la fin du délai raisonnable des mesures qu'elle aura prises en vue de se conformer à la décision d'arbitrage.

2. En cas de désaccord entre les parties au sujet de la compatibilité des mesures

notifiées aux termes du paragraphe 1 avec les dispositions du présent accord, la partie plaignante peut demander au groupe spécial d'arbitrage par écrit de statuer sur la question. La demande précise les mesures spécifiques qui sont en cause et explique les raisons pour lesquelles elles sont incompatibles avec les dispositions du présent accord. Le groupe spécial d'arbitrage fait connaître sa décision dans les 90 jours de la présentation de la demande. Dans les cas urgents, y compris notamment ceux dans lesquels des denrées périssables et saisonnières sont en jeu, le groupe spécial d'arbitrage fait connaître sa décision dans les 45 jours suivant la présentation de la demande.

3. Dans le cas où le groupe spécial d'arbitrage original ou certains de ses membres ne sont pas en mesure de se réunir de nouveau, les procédures prévues à l'article 50 sont appliquées. Le délai de notification de la décision est de 105 jours à compter de la présentation de la demande visée au paragraphe 2.

ARTICLE 56

Remèdes temporaires en cas de non-conformité

1. Si la partie mise en cause ne fait pas connaître, avant l'expiration du délai raisonnable, les mesures qu'elle a prises pour se plier à la décision du groupe spécial d'arbitrage ou si celui-ci statue que les mesures notifiées en vertu de l'article 55, paragraphe 1 ne sont pas compatibles avec les obligations de ladite partie aux termes des dispositions prévues à l'article 53, la partie mise en cause doit, si elle y est invitée par la partie plaignante, lui faire une offre d'indemnisation temporaire.

2. Si les parties ne conviennent pas d'une indemnisation dans les 30 jours à compter de la fin du délai raisonnable ou de la décision du groupe spécial d'arbitrage, visée à l'article 55, selon laquelle les mesures de mise en conformité qui ont été prises ne sont pas compatibles avec les dispositions visées à l'article 53, la partie plaignante est habilitée, après en avoir notifié l'autre partie, à adopter des mesures appropriées. En adoptant de telles mesures, la partie plaignante s'efforce de choisir des mesures qui affectent le moins possible l'atteinte des objectifs du présent accord et prend en considération leur impact sur l'économie de la partie mise en cause.

En tout état de cause, les mesures appropriées adoptées en vertu du présent paragraphe n'affectent pas la fourniture d'une assistance au développement à la Côte d'Ivoire.

3. La partie CE fera preuve de modération dans les demandes d'indemnisation ou dans l'adoption des mesures appropriées conformément aux paragraphes 1 et 2 et tiendra compte de la situation de pays en développement de la partie ivoirienne.

4. Les mesures appropriées ou l'indemnisation sont temporaires et ne sont appliquées que jusqu'au moment où la mesure reconnue être en infraction des dispositions visées à

l'article 53 aura été révoquée ou amendée de manière à la rendre conforme auxdites dispositions, ou jusqu'au moment où les parties seront convenues de régler leur différend.

ARTICLE 57

Examen des mesures de mise en conformité consécutives à l'adoption de mesures appropriées

1. La partie mise en cause notifie à l'autre partie et au Comité APE les mesures qu'elle aura prises pour se conformer à la décision du groupe spécial d'arbitrage, et, dans la notification, demande à la partie plaignante qu'il soit mis fin à l'application des mesures appropriées.

2. Si les parties ne parviennent pas à convenir de la compatibilité des mesures notifiées avec les dispositions du présent accord dans les 30 jours de la présentation de la notification, la partie plaignante demande par écrit au groupe spécial d'arbitrage de statuer sur la question. La demande est notifiée à l'autre partie et au Comité APE. La décision du groupe spécial d'arbitrage est communiquée aux parties et au Comité APE dans les 45 jours suivant la présentation de la demande. Si le groupe spécial d'arbitrage statue que des mesures quelconques prises pour parvenir à la conformité ne sont pas conformes aux dispositions du présent accord, il décide si la partie plaignante peut continuer à appliquer des mesures appropriées. Si le groupe spécial d'arbitrage statue que des mesures quelconques prises pour parvenir à la conformité sont conformes aux dispositions du présent accord, il sera mis fin aux mesures appropriées.

3. Dans le cas où le groupe spécial d'arbitrage original ou certains de ses membres sont dans l'impossibilité de se réunir de nouveau, les procédures prévues par l'article 50 sont appliquées. Le délai de notification de la décision est de 60 jours à compter de la présentation de la demande visée au paragraphe 2.

SECTION III DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 58

Solution mutuellement satisfaisante

Dans le cadre du présent titre, les parties peuvent à tout moment convenir d'une solution mutuellement satisfaisante à un différend. Elles avisent le Comité APE de leur accord sur une telle solution. Lors de l'adoption d'une solution mutuellement satisfaisante, la procédure doit être terminée.

ARTICLE 59

Règlement de procédure

1. Les procédures de règlement des différends prévues au chapitre 3 du présent titre sont régies par le règlement de procédure qui sera adopté par le Comité APE trois mois après sa constitution.

2. Les séances du groupe spécial d'arbitrage sont ouvertes au public conformément au règlement de procédure, à moins que le groupe spécial d'arbitrage n'en décide autrement, à sa propre initiative ou à la demande des parties.

ARTICLE 60

Informations générales et techniques

À la demande d'une partie ou à sa propre initiative, le groupe spécial d'arbitrage peut obtenir des informations auprès d'une source quelconque, y compris des parties intéressées par le différend, s'il le juge opportun pour la procédure d'arbitrage. Le groupe spécial d'arbitrage est également habilité à obtenir l'avis d'experts selon qu'il le jugera opportun. Les parties intéressées ont la faculté de soumettre, à titre d'*amicus curiae*, des mémoires au groupe spécial d'arbitrage conformément au règlement de procédure. Toute information obtenue de la sorte doit être divulguée à chacune des parties et soumise à leurs commentaires.

ARTICLE 61

Langue des soumissions

Les soumissions orales et écrites sont présentées dans l'une quelconque des langues officielles des parties. Les parties s'efforceront néanmoins, autant que possible, d'adopter comme langue de travail commune une langue officielle commune aux deux parties, et tiendront notamment compte de la situation de pays en développement de la partie ivoirienne, en particulier eu égard aux difficultés de traduction.

ARTICLE 62

Règles d'interprétation

Le groupe spécial d'arbitrage s'oblige à interpréter les dispositions du présent accord en conformité avec les règles coutumières d'interprétation du droit public international, y compris la convention de Vienne sur le droit des traités. Les décisions du groupe spécial d'arbitrage ne sauraient augmenter ou diminuer les droits et obligations prévues par les dispositions du présent accord.

ARTICLE 63

Les décisions du groupe spécial d'arbitrage

1. Le groupe spécial d'arbitrage s'efforce de prendre ses décisions par consensus. Si cependant il s'avère impossible de parvenir à une décision par consensus, l'objet du litige est tranché à la majorité des voix, mais les avis divergents des arbitres ne seront en aucun cas publiés.

2. La décision expose les constatations sur le fond, l'applicabilité des dispositions pertinentes du présent accord, et le raisonnement sous-tendant les constatations et les conclusions auxquelles le groupe spécial d'arbitrage est parvenu. Le Comité APE porte la décision d'arbitrage à la connaissance du public à moins qu'il n'en décide autrement.

CHAPITRE 4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 64

Liste d'arbitres

1. Trois mois au plus tard à dater de l'application provisoire du présent accord, le Comité APE établit une liste de 15 personnes prêtes et aptes à faire office d'arbitres. Chaque partie sélectionne cinq personnes capables d'être des arbitres. Les deux parties s'accordent également sur le choix de cinq individus qui ne sont pas des ressortissants de l'une et de l'autre d'entre elles et qui pourraient être appelés à présider le groupe spécial d'arbitrage. Le Comité APE veille à ce que cette liste soit toujours maintenue à son effectif complet.

2. Les arbitres possèdent une connaissance ou une expérience spécialisée du droit et du commerce international. Ils sont indépendants, agissent à titre individuel et non selon les consignes d'une organisation ou d'un gouvernement quelconque, ne sont pas affiliés à l'administration de l'une quelconque des parties, et observent le code de conduite annexé au règlement de procédure.

3. Le Comité APE peut établir une liste supplémentaire de 15 personnes ayant des connaissances sectorielles spécialisées relatives aux questions particulières couvertes par le présent accord. S'il est fait recours à la procédure de sélection visée à l'article 50, paragraphe 2, le président du Comité APE peut faire usage d'une telle liste sectorielle moyennant l'accord des deux parties.

ARTICLE 65

Rapports avec les obligations de l'OMC

1. Les instances d'arbitrage créées aux termes du présent accord ne sont pas saisies des différends relevant des droits et obligations de chaque partie aux termes de l'accord instituant l'OMC.

2. Un recours aux dispositions de règlement des différends du présent accord est sans préjudice de toute action intentée dans le cadre de l'OMC, y compris une action en règlement de différend. Cependant, lorsqu'une partie a engagé une procédure en règlement de différend au regard d'une mesure donnée, soit aux termes de l'article 49, paragraphe 1, soit aux termes de l'accord instituant l'OMC, elle ne peut engager une procédure en règlement de différend sur la même mesure devant l'autre forum avant la conclusion de la première procédure. Au sens du présent paragraphe, une partie est réputée avoir engagé une procédure en règlement de différend aux termes de l'accord instituant l'OMC du moment où elle a présenté une demande de constitution d'un groupe spécial aux termes de l'article 6 du

mémorandum d'accord sur le règlement de différends de l'OMC.

3. Le présent accord ne peut empêcher une partie d'appliquer la suspension d'obligations autorisée par l'organe de règlement des différends de l'OMC.

ARTICLE 66

Délais

1. Les délais prévus dans le présent titre, y compris les délais pour la notification de leurs décisions par les groupes spéciaux d'arbitrage, sont comptés en jours calendaires à compter du jour suivant l'acte ou le fait auquel ils se rapportent.

2. Tout délai contenu dans le présent titre peut être prolongé par accord mutuel des parties.

ARTICLE 67

Modification du Titre V

L'initiative de la demande de modification du titre V appartient aussi bien au Comité APE qu'à chacune des parties. Les demandes de modification sont examinées par le Comité APE. La modification ne devient effective qu'après approbation des parties.

TITRE VI EXCEPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 68

Clause d'exception générale

Sous réserve de l'exigence que de telles mesures ne soient pas appliquées d'une manière qui constituerait un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les parties alors que des conditions égales doivent prévaloir, ou une restriction déguisée affectant les échanges de produits et services et l'établissement, aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée de manière à empêcher l'adoption ou l'application par les parties de mesures qui:

a) sont nécessaires pour assurer la protection de la sécurité publique, de la moralité publique ou pour maintenir l'ordre public;

b) sont nécessaires pour protéger la vie ou la santé humaine, animale ou végétale;

c) sont nécessaires pour assurer la conformité aux lois ou règlements et qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent accord, y compris des mesures touchant à:

i) la prévention de pratiques trompeuses et frauduleuses et aux moyens de faire face aux conséquences de défauts de paiement dans le cadre de contrats;

ii) la protection de la vie privée des individus dans le contexte du traitement et de la dissémination de données personnelles et à la protection du secret de dossiers et de comptes individuels;

iii) la sécurité;

iv) l'application des règlements et procédures douaniers; ou

v) la protection des droits de la propriété intellectuelle;

d) concernent l'importation ou l'exportation d'or ou d'argent;

e) sont nécessaires à la protection des trésors nationaux de valeur artistique, historique ou archéologique;

f) concernent la conservation de ressources naturelles non renouvelables si ces

mesures impliquent des restrictions sur la production ou la consommation domestique nationale de biens, la fourniture ou la consommation de services domestiques, et sur les investisseurs domestiques;

g) concernent les produits du travail en prison; ou

h) sont incompatibles avec l'article 19 sur le traitement national pour autant que la différence de traitement vise à garantir l'imposition ou la perception effective ou équitable de taxes directes sur les activités économiques d'investisseurs ou de fournisseurs de services de l'autre partie.

ARTICLE 69

Exceptions de sécurité

1. Aucune des dispositions du présent accord ne peut être interprétée:

a) comme faisant obligation aux parties de fournir une information dont elles jugeraient la divulgation contraire à leurs impératifs de sécurité;

b) comme empêchant les parties d'entreprendre une action qu'elles jugeraient nécessaire pour la défense de leurs impératifs de sécurité:

i) relative à des matériaux fissibles ou fusibles ou aux matériaux dont ceux-ci sont dérivés;

ii) relative à des activités économiques entreprises directement ou indirectement dans le but de livrer des fournitures ou des approvisionnements à un établissement militaire;

iii) liée à la production ou le commerce d'armes, munitions et matériel de guerre;

iv) relative à des marchés publics indispensables pour la sécurité nationale ou pour les besoins de la défense nationale; ou

v) décidée en temps de guerre ou dans toute autre situation d'urgence dans les relations internationales; ou

c) comme empêchant les parties d'entreprendre toute action en vue d'honorer les obligations qu'elles ont acceptées dans le but de maintenir la paix et la sécurité

internationales.

2. Le Comité APE est dans toute la mesure du possible tenu informé des mesures prises en vertu du paragraphe 1, points b) et c) ainsi que de la date à laquelle il y sera mis fin.

ARTICLE 70

Fiscalité

1. Aucune des dispositions du présent accord ou de tout aménagement adopté dans le cadre de celui-ci ne peut être interprétée comme empêchant les parties d'opérer des distinctions, dans l'application des dispositions pertinentes de leur droit fiscal, entre des contribuables qui ne sont pas dans la même situation, notamment en regard de leur lieu de domicile ou du lieu où leur capital est investi.

2. Aucune des dispositions du présent accord ou de tout accord adopté dans le cadre de celui-ci ne peut être interprétée comme empêchant l'adoption ou l'application de toute mesure visant à prévenir l'évasion fiscale ou l'évitement de l'impôt conformément aux conventions visant à éviter la double imposition ou en vertu d'autres aménagements fiscaux ou législations fiscales nationales.

3. Aucune des dispositions du présent accord n'affectera les droits et obligations des parties prévus par une convention fiscale quelconque. Dans le cas où il y aurait une incompatibilité entre le présent accord et une telle convention, cette dernière sera prépondérante en raison de l'incompatibilité.

TITRE VII DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES ET FINALES

ARTICLE 71

Poursuite des négociations et mise en œuvre du présent accord

1. Les parties poursuivront les négociations conformément aux dispositions du présent accord.

2. Lorsque les négociations seront achevées, les projets d'amendements en résultant seront soumis pour approbation aux autorités internes pertinentes.

ARTICLE 72

Définition des parties et exécution des obligations

1. Les parties contractantes au présent accord sont la République de Côte d'Ivoire, dénommée "partie ivoirienne" ou "Côte d'Ivoire", d'une part, et la Communauté européenne ou ses États membres ou la Communauté européenne et ses États membres, dans leurs domaines respectifs de compétence prévus par le traité instituant la Communauté européenne, dénommés "partie CE", d'autre part.

2. Aux fins du présent accord, le terme "partie" se réfère à la Côte d'Ivoire ou à la partie CE, selon le cas. Le terme "parties" se réfère à la Côte d'Ivoire et à la partie CE.

3. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'accomplissement de leurs obligations découlant du présent accord et veillent à ce que les objectifs définis par le présent accord soient atteints.

ARTICLE 73

Comité APE

1. Pour la mise en œuvre du présent accord, un Comité APE sera constitué dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent accord.

2. Les parties conviennent que la composition, l'organisation et le fonctionnement du Comité APE respectent le principe d'égalité. Le Comité APE détermine ses règles d'organisation et de fonctionnement.

3. Le Comité APE est responsable de l'administration de tous les domaines couverts par le présent accord et de la réalisation de toutes les tâches mentionnées dans le présent accord.

4. Afin de faciliter la communication et assurer la mise en œuvre efficace du présent accord, chaque partie désigne au sein du Comité APE un correspondant.

5. Les réunions du Comité APE peuvent être ouvertes à des tierces parties. Les Commissions de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la CEDEAO peuvent être invitées aux réunions du Comité APE selon leurs procédures internes.

ARTICLE 74

Régions ultrapériphériques de la Communauté européenne

1. Prenant en compte la proximité géographique des régions ultrapériphériques de la Communauté européenne et de la Côte d'Ivoire, et afin de renforcer les relations économiques et sociales entre ces régions et la Côte d'Ivoire, les parties s'efforceront de faciliter la coopération dans tous les domaines couverts par le présent accord ainsi que de faciliter le commerce des biens et services, de promouvoir les investissements et d'encourager le transport et les liens de communication entre les régions ultrapériphériques et la Côte d'Ivoire.

2. Les objectifs énoncés au paragraphe 1 sont poursuivis autant que possible en encourageant la participation conjointe de la Côte d'Ivoire et des régions ultrapériphériques à des programmes cadres et des programmes spécifiques de la Communauté européenne dans des domaines couverts par le présent accord.

3. La partie CE s'efforcera d'assurer la coordination entre les différents instruments financiers des politiques de cohésion et de développement de la Communauté européenne de façon à promouvoir la coopération entre la Côte d'Ivoire et les régions ultrapériphériques de la Communauté européenne dans les domaines couverts par le présent accord.

4. Rien dans le présent accord n'empêche la partie CE d'appliquer les mesures existantes visant à appréhender la situation structurelle, sociale et économique des régions ultrapériphériques conformément à l'article 299, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne.

ARTICLE 75

Entrée en vigueur et dénonciation

1. Le présent accord sera signé, ratifié ou approuvé conformément aux règles constitutionnelles spécifiques à chaque partie ou, pour ce qui concerne la partie CE, à ses règles et procédures internes.

2. Le présent accord entre en vigueur au premier jour du mois consécutif à celui au cours duquel la partie ivoirienne et la partie CE se seront notifiés de l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.

3. Les notifications sont à envoyer au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui sera le dépositaire du présent accord.

4. En attendant l'entrée en vigueur du présent accord, les parties conviennent de l'appliquer à titre provisoire, soit conformément à leurs lois respectives soit par ratification de l'accord.

5. Une application provisoire est notifiée au dépositaire. L'accord est appliqué provisoirement 10 jours après réception de la dernière notification d'application provisoire par la Communauté européenne ou la Côte d'Ivoire.

6. Nonobstant le paragraphe 4, la partie CE et la Côte d'Ivoire peuvent appliquer l'accord, en tout ou partie, avant son application provisoire, dans la mesure où cela est possible conformément à leur législation interne.

7. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de dénoncer le présent accord. La dénonciation prend effet six mois après la notification à l'autre partie.

8. Le présent accord sera remplacé par un APE global conclu au niveau régional avec la partie CE à sa date d'entrée en vigueur. Dans ce cas, les parties s'efforceront de faire en sorte que l'APE global au niveau régional préserve l'essentiel des acquis de la Côte d'Ivoire au titre du présent accord.

ARTICLE 76

Application territoriale

Le présent accord est applicable aux territoires dans lesquels le traité instituant la Communauté européenne est appliqué et ce, suivant les conditions fixées dans ledit traité, d'une part, et à la Côte d'Ivoire, d'autre part.

ARTICLE 77

Adhésion de nouveaux États Membres à l'Union européenne

1. Le Comité APE sera informé de toute requête d'un État tiers pour devenir membre de l'Union européenne. Durant les négociations entre l'Union européenne et l'État candidat, la partie CE fournira à la Côte d'Ivoire toutes informations pertinentes et la Côte d'Ivoire informera la partie CE de ses préoccupations pour que celle-ci puisse les prendre entièrement en compte. La Côte d'Ivoire se verra notifiée de toute adhésion à l'Union européenne.

2. Tout nouvel État membre de l'Union européenne adhérera au présent accord à compter de la date de son adhésion à l'Union européenne, par le biais d'une clause à cet effet dans l'acte d'adhésion. Si l'acte d'adhésion à l'Union européenne ne prévoit pas une telle adhésion automatique du nouvel État membre de l'Union européenne au présent accord, l'État

membre concerné adhèrera au présent accord en déposant un acte d'adhésion au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui enverra des copies certifiées conformes à la partie ivoirienne.

3. Les parties examineront les effets de l'adhésion des nouveaux États membres à l'Union européenne sur le présent accord. Le Comité APE peut statuer sur des mesures transitoires ou des amendements nécessaires.

ARTICLE 78

Dialogue sur les questions financières

Les parties conviennent de promouvoir le dialogue, la transparence et de partager les meilleures pratiques en matière de politique et d'administration fiscale.

ARTICLE 79

Collaboration en matière de lutte contre les activités financières illégales

La partie CE et la Côte d'Ivoire sont engagées à prévenir et à lutter contre les activités illégales, frauduleuses et de corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. À cet effet, les parties prennent les mesures législatives et administratives nécessaires pour se conformer aux normes internationales, y inclus celles définies par la convention des Nations unies contre la corruption, la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles, la convention des Nations unies pour la répression du financement du terrorisme et les recommandations du Groupe d'action financière. La partie CE et la Côte d'Ivoire conviennent de procéder à un échange d'informations et de coopérer dans ces domaines.

ARTICLE 80

Rapports avec d'autres accords

1. À l'exception des articles concernant la coopération au développement prévue au Titre II de la Partie III de l'accord de Cotonou, en cas d'incohérence entre les dispositions du présent accord et des dispositions du Titre II de la Partie III de l'accord de Cotonou, les dispositions du présent accord prévalent.

2. Aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée comme empêchant l'adoption par la Communauté européenne ou par la Côte d'Ivoire de mesures, y compris de mesures commerciales, jugées appropriées et prévues par les articles 11b, 96 et 97 de l'accord de Cotonou.

3. Les parties conviennent que rien dans le présent accord ne les oblige à agir de manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

ARTICLE 81

Langues faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lithuanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, tous les textes faisant également foi.

En cas de contradiction, il sera fait référence à la langue dans laquelle le présent accord a été négocié, en l'occurrence le français.

ARTICLE 82

Annexes

Les appendices, les annexes et le protocole du présent accord font partie intégrante de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

APPENDICE I

Produits de la Côte d'Ivoire prioritaires pour l'exportation vers la Communauté européenne

Ces produits seront identifiés par la Côte d'Ivoire et notifiés au Comité APE dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de la signature du présent accord.

APPENDICE II

Autorités compétentes

A. Autorités compétentes de la Communauté européenne

Les activités de contrôle sont partagées entre les services nationaux des États membres et la Commission des Communautés européennes. Les dispositions suivantes sont applicables à ce sujet:

- en ce qui concerne les exportations vers la Côte d'Ivoire, les États membres sont responsables du contrôle des circonstances et des exigences de production, notamment l'exécution des inspections obligatoires et la délivrance de certificats sanitaires (ou de bien-être animal) attestant le respect des normes et exigences convenues;
- en ce qui concerne les importations en provenance de la Côte d'Ivoire, les États membres sont responsables du contrôle de la conformité de ces importations aux conditions d'importation fixées par la Communauté européenne;
- la Commission des Communautés européennes est responsable de la coordination générale, de l'inspection et des audits des systèmes de contrôle, et de la prise des initiatives législatives requises pour assurer l'application uniforme de normes et d'exigences dans le marché intérieur européen.

B. Les autorités compétentes de la Côte d'Ivoire

Ces autorités seront désignées par la Côte d'Ivoire et la liste sera communiquée au Comité APE dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de signature du présent accord.

ANNEXE 1

DROITS DE DOUANE SUR LES PRODUITS ORIGINAIRES DE LA CÔTE D'IVOIRE

1. Sous réserve des paragraphes 2, 4, 5, 6 et 7, les droits de douane à l'importation de la partie CE (ci-après dénommés "droits de douane CE") sont entièrement éliminés à la date d'entrée en vigueur du présent accord sur tous les produits originaires de la Côte d'Ivoire relevant des chapitres 1 à 97 du SH, à l'exclusion de ceux relevant du chapitre 93. Pour les produits relevant du chapitre 93, la partie CE continue d'appliquer les droits accordés à la nation la plus favorisée (droits NPF).

2. Les droits à l'importation sur les produits relevant de la position tarifaire 1006 sont éliminés à compter du 1^{er} janvier 2010, à l'exception des droits à l'importation sur les produits de la sous-position 1006 10 10 qui sont éliminés à partir du 1^{er} janvier 2008.

3. Les parties conviennent que les dispositions du Protocole 3 sur le sucre ACP de l'accord de Cotonou (ci-après dénommé "Protocole sucre") restent applicables jusqu'au 30 septembre 2009. Après cette date, la partie CE et la Côte d'Ivoire conviennent que le Protocole sucre ne sera plus en vigueur entre eux. Aux fins de l'article 4, paragraphe 1, du Protocole sucre, la période de livraison 2008/9 s'étendra du 1^{er} juillet 2008 au 30 septembre 2009. Le prix garanti du 1^{er} juillet 2008 au 30 septembre 2009 sera décidé à la suite des négociations prévues à l'article 5, paragraphe 4, du Protocole sucre.

4. Les droits de douane CE sur les produits relevant de la position tarifaire 1701 originaires de la Côte d'Ivoire sont éliminés à compter du 1^{er} octobre 2009. Aucune licence d'importation ne sera octroyée en ce qui concerne les produits à importer, à moins que l'importateur ne s'engage à acheter ces produits à un prix au moins égal aux prix garantis fixés par le Protocole sucre pour le sucre importé dans la partie CE.

5. a) La partie CE peut, durant la période allant du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2015, imposer le droit NPF appliqué sur les produits originaires de la Côte d'Ivoire de la position tarifaire 1701 importés en excès des niveaux suivants exprimés en équivalent sucre blanc, qui sont considérés comme causant une perturbation dans le marché du sucre de la partie CE:

i) 3,5 millions de tonnes dans une campagne de commercialisation pour les produits originaires des États membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) signataires de l'accord de Cotonou, et

ii) 1,38 million de tonnes dans la campagne de commercialisation 2009/2010 pour les produits originaires des États ACP qui ne sont pas reconnus par l'ONU comme étant des pays moins avancés. Le chiffre de 1,38 million de tonnes sera augmenté jusqu'à 1,45 million de tonnes dans la campagne de commercialisation 2010/2011, et 1,6 million de tonnes dans les quatre campagnes de commercialisation suivantes.

b) Les importations de produits de la position tarifaire 1701 originaires de n'importe quel État signataire de l'Afrique de l'Ouest qui est reconnu par l'ONU comme figurant parmi les pays les moins avancés ne sont pas sujettes aux dispositions du point a). Néanmoins, ces importations restent sujettes aux dispositions de l'article 25¹.

c) L'imposition du droit NPF appliqué cessera à la fin de la campagne de commercialisation au cours de laquelle il a été introduit.

d) Toute mesure prise conformément au présent paragraphe est notifiée immédiatement au Comité APE et fera l'objet de consultations périodiques au sein de cet organe.

6. A partir du 1^{er} octobre 2015, aux fins de l'application des dispositions de l'article 25, les perturbations dans le marché des produits de la position tarifaire 1701 peuvent être considérées comme étant survenues dans les situations dans lesquelles le prix moyen communautaire du sucre blanc est inférieur, pendant deux mois consécutifs, à 80 % du prix moyen communautaire du sucre blanc constaté durant la campagne de commercialisation précédente.

7. Du 1^{er} janvier 2008 au 30 septembre 2015, les produits des positions tarifaires 1704 90 99, 1806 10 30, 1806 10 90, 2106 90 59 et 2106 90 98 font l'objet d'un mécanisme de surveillance spécial de façon à assurer que les dispositions prévues aux paragraphes 4 et 5 ne sont pas contournées. Si, au cours d'une période de douze mois consécutifs, le volume des importations de l'un ou de plusieurs de ces produits originaires de la Côte d'Ivoire affiche une augmentation cumulée de plus de 20 % par rapport à la moyenne des importations annuelles sur les trois périodes de douze mois précédents, la partie CE analyse la structure des échanges, la justification économique et la teneur en sucre de ces importations et, si elle conclut que ces importations sont utilisées pour contourner les dispositions prévues aux paragraphes 4 et 5, elle peut suspendre le traitement préférentiel et introduire les droits NPF spécifiques appliqués aux importations conformément aux tarifs douaniers communs de la Communauté européenne pour les produits des positions tarifaires 1704 90 99, 1806 10 30, 1806 10 90, 2106 90 59 et 2106 90 98 originaires de la Côte d'Ivoire. Le paragraphe 5, points b), c) et d) s'applique mutatis mutandis aux actions prévues au présent paragraphe.

8. Du 1^{er} octobre 2009 au 30 septembre 2012, en ce qui concerne les produits de la

¹ A ces fins et par dérogation à l'article 25, des États d'Afrique de l'Ouest individuels reconnus par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme pays les moins avancés pourront faire l'objet des mesures de sauvegarde.

position tarifaire 1701, aucune licence d'importation ne sera octroyée à moins que l'importateur ne s'engage à acheter ces produits à un prix qui ne sera pas inférieur à 90% du prix de référence fixé par la partie CE pour la campagne de commercialisation pertinente.

9. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux produits de la position tarifaire 0803 00 19 originaires de la Côte d'Ivoire et mis en libre circulation dans les régions ultrapériphériques de la partie CE. Les paragraphes 1, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux produits de la position tarifaire 1701 originaires de la Côte d'Ivoire et mis en libre circulation dans les départements français d'outre mer. Cette disposition sera applicable pour une période de 10 années. Cette période sera prolongée pour une nouvelle période de 10 années, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

ANNEXE 2

DROITS DE DOUANE SUR LES PRODUITS ORIGINAIRES DE LA PARTIE CE

La Côte d'Ivoire libéralise des produits originaires de la partie CE importés sur son territoire.

À cet effet, elle établit quatre groupes de produits: A, B, C et D.

Le calendrier de libéralisation se présente comme suit:

Pour les produits du groupe A, la libéralisation s'étend du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012, soit pendant une période de cinq ans;

Concernant les produits du groupe B, la libéralisation s'étend du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2017, soit pendant une période de cinq ans;

Pour les produits du groupe C, la libéralisation s'étend du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2022, soit pendant une période de cinq ans.

Les produits du groupe D ne sont pas libéralisés.

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0303500000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303600000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303710000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
0303720000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303730000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303740000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303750000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303760000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303770000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303780000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303790000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0303800000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0304100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0304200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0304900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0305100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305420000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305490000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305610000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305620000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305630000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0305690000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306110000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0306120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306130000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0306140000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306190010	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306190090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0306220000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306230000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306240000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306290010	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0306290090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307290000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307390000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0307410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307490000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307600000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0307990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0401100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0401200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0401300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0402101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402102100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402102900	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402211000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402212100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402212900	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402291000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402292100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402292900	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0402910000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0402990000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403101000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403102000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403103000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403109000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0403900010	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0403900090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0404100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0404900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0405100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0405200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
0405900010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
0405900090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0406100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0406200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0406300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0406400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0406900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0407000010	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0407000090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0408110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0408190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0408910000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0408990000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0409000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0410000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0501000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0502100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0502900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0503000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0504000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0505100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0505900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0506100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0506900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0507101000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0507109000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0507900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0508000000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0509000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0510000000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0511100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0511910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0511990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0601100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0601200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602300000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0602900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0603100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0603900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0604100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0604910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0604990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0701100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0701900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0702000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0703100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0703200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0703900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0704100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0704200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0704900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0705110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0705190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0705210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0705290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0706100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0706900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0707000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0708100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0708200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0708900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709700000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0709901000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
0709909000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0710900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0711900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0712900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713310010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
0713310090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713320010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0713320090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713330010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
0713330090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0713900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0714100000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0714200000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0714901000	20	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0714909000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801220000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801310000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0801320000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802120000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802220000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802310000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802320000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0802909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0803001000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0803002000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0803009000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0804200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0804300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804501000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0804509000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0805900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0806100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0806200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0807110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
0807190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0807200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
0808100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0808200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0809100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0809200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0809300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0809400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810600000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0810900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0811100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0811200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0811900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0812100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0812900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813401000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813409000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0813500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0814000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0901111100	20	D	Exclusion	20														

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1108110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108140000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1108200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1109000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1201000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1202101000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1202102000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1202109000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1202201000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1202209000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1203000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1204000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1205100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1205900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1206000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207201000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
1207209000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
1207300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207600000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207991000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1207999000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1208100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1208900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209210000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209220000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209230000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209240000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209250000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209260000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209290000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1209990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1210100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1210200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1211200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211300000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211400000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211901000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211902000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211909000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212300000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1212990000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1213000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1214100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1214900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1301100000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1301200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1301900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302110000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302120000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302130000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302140000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302310000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302320000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1302390000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1401100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1401200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1401900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1402000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1403000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404901000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1404909000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1501000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1502001000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1502009000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1503000000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1504100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1504200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1504300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1505000000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1506000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1521901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1521909000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1522000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1601001000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1601009000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602310000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602320000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602390000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602410000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602420000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602490000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1602900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1603000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604120000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604131000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604139000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604140000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604150000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604160000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1604300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1605100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1605200000	20	A	1/01/2013	20	20													

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
1702900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1703100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1703900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1704100000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
1704900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1801001100	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801001200	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801001800	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801001900	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1801002000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
1802000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1803100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1803200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1804000010	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1804000020	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1804000090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1805001000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1805009000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806320010	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806320090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806901000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1806909000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
1901100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
1901200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1901900010	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
1901900090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
1902110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1902400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1903000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1904900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
1905400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2601112000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601113000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601119000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2601200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2602000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2603000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2604000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2605000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2606000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2607000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2608000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2609000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2610000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2611000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2612100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2612200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2613100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2613900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2614000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2615100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2615900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2616100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2616901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2616909000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2617100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2617900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2618000000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2619000000	5	A	1/01/2011	5														

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2712100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2712200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2712900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2713110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2713120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2713200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2713900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2714100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2714900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2715000000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
2716000000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2801100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2801200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2801300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2802000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2803000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804800000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2804900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2805110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2805120000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2811290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2812100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2812900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2813100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2813900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2814100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2814200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2815300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2816400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2817000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2818100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2818200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2818300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2819100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2819900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2820100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2820900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2821100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2821200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2822000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2823000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2824100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2824200000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2826900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827340000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827350000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827360000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2827600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2828100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2828901000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2828909000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2829110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2829190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2829900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2830900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2831100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2831900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2832100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2832200000	5	A	1/01/201															

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2834290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835250000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835260000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2835390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836920000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2836990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2837110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2837190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2837200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2838000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2839900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2840110000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2843210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2843900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2844500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2845100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2845900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2846100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2846900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2847000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2848000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2849100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2849200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2849900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2850000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2851000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2901290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2902200000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2903210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903450000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903460000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903470000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903520000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903620000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2903690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2904100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2904200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2904900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905160000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2905170000	5	A	1/01/2012	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2906120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2906290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2907290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2908100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2908200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2908900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2909500000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2912490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2912600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2913000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914610000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2914700000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2915320000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2916310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916340000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916350000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2916390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917340000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917350000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917360000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917370000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2917390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918150000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918160000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2918220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0											

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2921420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921450000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921460000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921510000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2921590000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922140000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922420000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922430000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922440000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2922500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2923100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2923200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2923900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2924190000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2929100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2929900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2930900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2931000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932130000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932920000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932930000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932940000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932950000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2932990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933320000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933330000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2933410000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2934200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2934990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2935000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936240000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936250000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936260000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936270000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936280000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2936900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937120000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937190000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937220000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937230000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937310000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937390000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2937900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2938100000	5	A	1/01/2010	5														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
2939690000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939910000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2939990000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2940000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941300000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941500000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2941900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2942000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3001100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3001200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3001900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002300000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002901000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3002909000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003310000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003390000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3003900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004200000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004310000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3004320000	0	A	1/01/2008	0														

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3102100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102290000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102400000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102600000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102700000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102800000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3102900000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103200000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103900000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104300000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3104900000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105510000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105590000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105600000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3105900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3201100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3201200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3201900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3202100000	5	A	1/01/2011	5														

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3301230000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301240000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301250000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301260000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301291000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301299000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3301900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3302100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3302901000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3302909000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3303001000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3303002000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3303009000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3304990000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3305100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3305200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3305300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3305900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3306100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3306200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3306900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3307900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401111000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3401119000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401191000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401192000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401199000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3401300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3402110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402130000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3402200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3402900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3403110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3403190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3403910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3403990000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3404100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3404200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3404900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3405900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3406000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3407000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3501100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3501900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3502900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3503000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3504000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3505 100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3505 200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3506100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3506910000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3506990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0								

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3824300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824400000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824500000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824600000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824710000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824790000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824901000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824902000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3824909000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
3825100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825410000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825490000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825500000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825610000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825690000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3825700000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3901100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3901200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3901300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3901900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3902100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
3902200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3902300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3902900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3903110000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3903190000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0</							

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3905300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905910000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3905990000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3906100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3906900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907400000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907500000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907600000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907910000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3907990000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3908100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3908900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909400000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3909500000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3910000000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3911100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3911900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912110000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912120000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912310000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912390000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3912900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3913100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3913900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3914000000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3915900000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3916100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3916200000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3916900000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3917100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3917211000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917219000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917221000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917229000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3917231000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917239000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917291000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917299000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917401000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3917409000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
3918100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3918900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3919100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3919900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920300000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920430000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920490000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920510000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920590000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920610000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920620000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920630000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920690000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920710000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920720000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3920730000	10	A																

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
3923210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923300010	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923300090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923400010	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
3923400090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923500000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3923900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
3924100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3924901000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3924902000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3924909000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3925900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926100000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926901000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3926909000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
4001100000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001210000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001220000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001290000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4001300000	5	A	1/01/2013	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4002110000	5	A	1/01/20															

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4106910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4106920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107110000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107120000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107190000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4107990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4108000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4109000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4110000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4111000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4112000000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4113900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4114100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4114200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4115100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4115200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4201000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4202110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202191000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202192000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202199000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4202990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4203400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4204000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
4205000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
4206100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux	Groupe A B C D	Année de libéralisation	Taux														
	2008			2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
4409100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4409200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410320000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410330000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4410900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411110000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411210000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411310000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411390000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411910000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412130000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412140000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412220000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412230000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412290000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412920000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412930000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4412990000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4413000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4414000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4415100000	10	A	1/01/2011</															

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
4802620000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4802690000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4803000000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804210000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804290000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804310000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804390000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804410000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804420000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804490000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804510000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804520000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4804590000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805110000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805120000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805190000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805240000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805250000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805910000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805920000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4805930000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4806100000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4806200000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4806300000	10	A	1/01/201															

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5402430000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402490000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402510000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402520000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402590000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402610000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402620000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5402690000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5403100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403200000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403310000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403320000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403330000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403390000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403410000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403420000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5403490000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5404100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5404900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5405000000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5406100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5406200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407200000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407300000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407430000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407440000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407510000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407520000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407530000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407540000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407610000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407690000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407710000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407720000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407730000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407740000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407810000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407820000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407830000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407840000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5407910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5407920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5407930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5407940000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408240000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5408340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5501100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5501200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5501300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5501900000	10	B	1/01/2016	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0
5502000000	5	B	1/01/2017	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0
5503100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503400000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5503900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5504100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5504900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5505100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5505200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5506900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5507000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5508100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5508200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509220000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509310000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509320000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509410000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509420000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509510000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509520000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509530000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5509590000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509610000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509620000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509690000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509920000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5509990000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510300000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5510900000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
5511100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5511200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5511300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512191000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512199000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512291000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512299000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512991000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5512999000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5513490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5514210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5514490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5515990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516240000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5516940000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5601220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5601300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5602900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5603940000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
5604100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5604200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5604900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5605000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5606000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5607210000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5607290000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5607410000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607490000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607500000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5607900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5608110000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
5608190000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
5608901000	5	C	1/01/2023	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0
5608909000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
5609000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5701100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5701900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5702590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5702990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5703900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5704100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5704900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5705000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801240000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801250000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801260000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5801310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801350000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801360000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5801900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5802300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5803100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5803900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5804300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5805000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5806400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5807100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5807900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
5808100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5808900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5809000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5810990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5811000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5901100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5901900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5902100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5902200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5902900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
5903100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5903200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5903900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5904100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5904900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5905000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5906100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5906910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5906990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5907000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5908000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
5909000000	20	A	1/01/2012	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5910000000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911310000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911320000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911900000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6001100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6001210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6001990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6002400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6002900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6003400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6003900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6004100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6004900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005240000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6005320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005340000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6005900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006100000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006210000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006240000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6006310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6006340000	20	B	1/01/2018	20	20	20												

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6103220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103230000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103310000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103330000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103390000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103420000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6103430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6103490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104220000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6104230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104320000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6104330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104440000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104530000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104610000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104620000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104630000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6104690000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6105100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6105200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6105900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6106100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6106200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6106900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6107190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6107990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6108990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6109100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6109900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6110900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111 100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6111900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6112490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6113000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6114900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6115120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6115990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6116990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6117900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6201990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6202130000	20	B	1/01/2018	20	20													

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6207990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6208990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6209900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6210500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211420000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211430000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6211490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6212900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6213100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6213200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6213900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6214900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6215100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6215200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6215900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6216000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6217100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6217900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6301900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302520000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302530000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6302990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6303120000	20	B	1/01/2018	20	20													

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6306110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6306990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6307100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6307200000	20	B	1/01/2016	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0
6307900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6308000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6309000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
6310100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6310900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6401990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6402990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403590000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6403990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6404110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6404190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6404200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6405100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6405200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6405900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
6406100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406991000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406992000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6406999000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6501000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6502000000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6503000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6504000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6505100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6505900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6506100000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
6506910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6506920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6506990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6507000000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0
6601100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6601910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6601990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6602000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
6603100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6603200000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6603900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
6701000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6702100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6702900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0									

[illegible]

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7019120000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019190000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019310000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019320000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019390000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019520000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7019900000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7020000000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7101100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7101210000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7101220000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7102100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7102210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7102290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7102310000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7102390000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7103100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7103910000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7103990000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
7104100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7104200000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7104900000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7105100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7105900000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7106100000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7106910000	5	D	Exclusion	5	5	5												

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7204410000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204490000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7204500000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7205100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7205210000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7205290000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7206100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7206900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7207110000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0
7207120000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0
7207190000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0
7207200000	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0
7208100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208250000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208260000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208270000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208360000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208370000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208380000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208530000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208540000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7208900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209150000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209160000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209170000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209180000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209250000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209260000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209270000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209280000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7209900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210410000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7210490010	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
7210490090	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7210500000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7210610010	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7310290000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7311000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7312101000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7312109000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
7312900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7313000000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
7314120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314200000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314310000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314390000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314390090	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314410000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314420000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7314490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7314500000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7315111000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7315119000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315190000	10	B	1/01/2018	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7315200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315810000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315820000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315890000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7315900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7316000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7317000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318110000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7318120000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7318130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318140000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318150000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
7318160000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318230000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318240000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7318290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7319100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7319200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7319300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7403130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7403290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7404000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7405000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7406100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7406200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7407290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7408110000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408190000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408210000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408220000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7408290000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7409110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409290000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409310000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409390000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409400000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7409900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7410220000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
7411100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7411210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7411220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7411290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7412100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7412200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7413000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7414200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7414900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7415330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
7415390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7416000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7417000000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7418110000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7418190000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7418200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419910000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419991000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419992000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7419999000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7501100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7501200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7502100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7502200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7503000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7504000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505120000	10	A	1/01/2011	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505210000	20	A	1/01/2010	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7505220000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7506100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7506200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7507110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7507120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7507200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7508100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7508900010	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7508900090	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7601100000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7601200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7602000000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7603100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7603200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7604100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7604210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7604290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7605110000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7605190000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7605210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7605290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7606111000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
7606119000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
7606121000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8301400000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301600000	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8301700000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302410000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302420000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302490000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302500000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8302600000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8303000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8304000000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8305100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8305200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8305900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306100000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306210000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306290000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8306300000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8307101000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8307109000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8307900000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8308100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8308200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8308900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8309100000	10	B	1/01/2017	10														

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8413110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413700000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413820000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413911000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413912000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413919000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8413920000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414201000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414209000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414300010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414300090	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414510000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414590000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414600000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414800000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8414900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8415100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415810000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415820000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415830000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8415900010	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8415900090	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8416100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8416200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8416300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8416900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8417900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8418100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8418210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8418220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8418290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8429300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8429590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430200000	5	A	1/01/2010	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430610000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8430690000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431420000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431430000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8431490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8432900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433530000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8433900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8434100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8434200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8434900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8435100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8443590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8443900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8444000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8445900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8446100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8446210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8446290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8446300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8447900010	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448420000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8448590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8449000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8450110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8450120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8450190000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8450200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8450900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8451290000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451300000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8451400000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8473500000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8474900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8475900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476890000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8476900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477590000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8477900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8478100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8478900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479810000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479820000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479890000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8479900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480600000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8480710000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8480790000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8481900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8482990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483600000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8483900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8484100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8484200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8484900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8485100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8485900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501340000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501510000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501520000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501530000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501610000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501620000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501630000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8501640000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8502130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502310000	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8502400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8503000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504330000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504340000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8504900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505201000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505209000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8505900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8506101100	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506101900	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8506900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8507100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8507200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8507300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8507400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8507800000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0
8507900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8509100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8509900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8510100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8510200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8510300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8510900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8511100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8511900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512200000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8512900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8513100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8513900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8514900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8515900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8516100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516710000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516720000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516790000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8516900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8517110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8517190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8517210000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8517220000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8517300000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8517500000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8517800000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8517900000	5	D	Exclusion	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
8518100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8518900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519920000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519930000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8519990000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520330000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8520900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8521100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8521900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8522100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8522900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8523110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8523120000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523130000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8523900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8524320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8532220000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532230000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532240000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532250000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8532900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8533900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8534000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8535900000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8536100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536610000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536690000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8536900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8537100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8537200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8538100000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8538900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8539100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539220000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539310000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539320000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539390000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539490000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8539900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8540110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540120000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540200000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8540400000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540500000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540600000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540710000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540720000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540790000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540810000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540890000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8540910000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
8540990000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8541100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541290000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541500000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541600000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8541900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542100000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8542210000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542290000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542600000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542700000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8542900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543110000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543190000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543300000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543400000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543810000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543890000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8543900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8544110000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8544190000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8544200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544410000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544490010	10	A	1/01/2013	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8544490090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544510000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
8544590000	20	B	1/01/2017	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0

[illegible]

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
8703332900	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8703900000	20	D	Exclusion	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
8704100000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
8704211100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704211900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704212000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704221100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704221900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704222000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704231100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704231900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704232000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704311100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704311900	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704312000	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704321100	10	C	1/01/2022	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0
8704321900	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8704322000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8704900000	10	D	Exclusion	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
8705100000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705200000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705300000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705400000	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8705900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706001100	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706001200	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8706001300	5	A	1/01/2011	5	5	0	0	0	0									

[illegible]

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9006590000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006610000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006620000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006690000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9006990000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007110000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007190000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007200000	20	A	1/01/2013	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007910000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9007920000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008200000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008400000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9008900000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009110000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009120000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009210000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009220000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009300000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009910000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009920000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009930000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9009990000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010100000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010410000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9010420000	20	A	1/01/2011	20	20	0	0	0	0	0								

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9014800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9014900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9015900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9016000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9017900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018140000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018310000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018320000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018390000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018410000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018490000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9018900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9019100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9019200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9020000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021100000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021210000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021290000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021310000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021390000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021400000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021500000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9021900000	0	A	1/01/2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022120000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022130000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022140000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022210000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022290000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9022300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9022900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9023000000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9024100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9024800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9024900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025110000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025190000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9025900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9026900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027100000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027300000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027400000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027500000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027800000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9027900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9028900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9029100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9029200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9029900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030100000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030200000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030310000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030390000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030400000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030820000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030830000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030890000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9030900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031100000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031200000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031300000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031410000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031490000	10	A	1/01/2010	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031800000	10	A	1/01/2012	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9031900000	5	A	1/01/2012	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code SH de la Côte d'Ivoire	Taux 2008	Groupe A B C D	Année de libéralisation	01/07 2009	01/01 2010	01/01 2011	01/01 2012	01/01 2013	01/01 2014	01/01 2015	01/01 2016	01/01 2017	01/01 2018	01/01 2019	01/01 2020	01/01 2021	01/01 2022	01/01 2023
9306100010	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306100050	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9306210010	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306210050	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9306290000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306300010	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9306300090	5	C	1/01/2021	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0
9306900000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9307000000	20	C	1/01/2023	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0
9401100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401610000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401690000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401710000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401790000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9401900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
9402100010	5	A	1/07/2009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9402100090	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9402900000	5	B	1/01/2016	5	5	5	5	5	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0
9403100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403700000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403800000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9403900000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0
9404100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9404210000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9404290000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9404300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9404900000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405100000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405200000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405300000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405400000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405500000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405600000	20	B	1/01/2018	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0	0	0	0
9405910000	10	B	1/01/2017	10	10	10	10	10	10	10	10	0	0	0	0	0	0	0

[illegible]

[illegible]

[illegible]

PROTOCOLE RELATIF À L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN
MATIÈRE DOUANIÈRE

ARTICLE 1

Définitions

Aux fins du présent protocole, on entend par:

- a) "législation douanière", toute disposition légale ou réglementaire régissant l'importation, l'exportation, le transit des marchandises et leur placement sous tout autre régime ou procédure douaniers, y compris les mesures d'interdiction, de restriction et de contrôle;
- b) "autorité requérante", une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une partie et qui formule une demande d'assistance sur la base du présent protocole;
- c) "autorité requise", une autorité administrative compétente qui a été désignée à cette fin par une partie et qui reçoit une demande d'assistance sur la base du présent protocole;
- d) "données à caractère personnel", toutes les informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable;
- e) "opération contraire à la législation douanière", toute violation ou tentative de violation de la législation douanière.

ARTICLE 2

Portée

1. Les parties se prêtent mutuellement assistance, dans les domaines relevant de leur compétence, selon les modalités et dans les conditions prévues par le présent protocole, pour garantir que la législation douanière est correctement appliquée, notamment en vue de prévenir, rechercher, et poursuivre les opérations contraires à la législation douanière.

2. L'assistance en matière douanière prévue par le présent protocole s'applique à toute autorité administrative des parties compétente pour l'application du présent protocole. Elle ne préjuge pas des dispositions régissant l'assistance mutuelle en matière pénale. De même, elle ne s'applique pas aux renseignements recueillis en vertu de pouvoirs exercés à la demande d'une autorité judiciaire, sauf accord de celle-ci.

3. L'assistance en matière de recouvrement de droits, taxes ou contraventions n'est pas couverte par le présent protocole.

ARTICLE 3

Assistance sur demande

1. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise communique à celle-ci tout renseignement utile lui permettant de veiller à ce que la législation douanière soit correctement appliquée, notamment les renseignements concernant les agissements constatés ou projetés qui constituent ou sont susceptibles de constituer des opérations contraires à la législation douanière.

2. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise informe celle-ci sur le point de savoir:

a) si des marchandises exportées du territoire d'une des parties ont été régulièrement importées dans le territoire d'une autre partie, en précisant, le cas échéant, le régime douanier sous lequel les marchandises ont été placées;

b) si des marchandises importées dans le territoire d'une des parties ont été régulièrement exportées du territoire de l'autre partie, en précisant, le cas échéant, le régime douanier appliqué aux marchandises.

3. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend les mesures nécessaires, dans le cadre de ses dispositions légales ou réglementaires, pour assurer qu'une surveillance est exercée sur:

a) les personnes physiques ou morales dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'elles commettent ou ont commis des opérations contraires à la législation douanière;

b) les lieux où des dépôts de marchandises sont constitués ou sont susceptibles de l'être dans des conditions telles qu'il y a lieu raisonnablement de croire que ces marchandises ont pour but d'être utilisées dans des opérations contraires à la législation douanière;

c) les marchandises transportées ou susceptibles de l'être dans des conditions telles qu'il y a lieu raisonnablement de croire qu'elles ont pour but d'être utilisées dans des opérations contraires à la législation douanière;

d) les moyens de transport qui sont ou peuvent être utilisés dans des conditions telles qu'il y a lieu raisonnablement de croire qu'ils ont pour but d'être utilisés dans des opérations contraires à la législation douanière.

ARTICLE 4

Assistance spontanée

Les parties se prêtent mutuellement assistance, de leur propre initiative, conformément à leurs dispositions légales ou réglementaires, si elles considèrent que cela est nécessaire à l'application correcte de la législation douanière, en particulier en fournissant les renseignements qu'elles obtiennent se rapportant:

a) à des agissements qui sont ou qui leur paraissent être des opérations contraires à la législation douanière et qui peuvent intéresser une autre partie;

b) aux nouveaux moyens ou méthodes utilisés pour effectuer les opérations contraires à la législation douanière;

c) aux marchandises dont on sait qu'elles font l'objet d'opérations contraires à la législation douanière;

d) aux personnes physiques ou morales dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'elles sont ou ont été impliquées dans des opérations contraires à la législation douanière;

e) aux moyens de transport dont il y a lieu raisonnablement de croire qu'ils ont été, sont ou peuvent être utilisés pour effectuer des opérations contraires à la législation douanière.

ARTICLE 5

Communication / notification

1. À la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise prend, conformément aux dispositions légales ou réglementaires applicables à celle-ci, toutes les mesures nécessaires pour:

- communiquer tout document ou
- notifier toute décision

émanant de l'autorité requérante et entrant dans le domaine d'application du présent protocole, à un destinataire résidant ou établi sur le territoire de l'autorité requise.

2. Les demandes de communication de documents et de notification de décisions doivent être établies par écrit dans une langue officielle de l'autorité requise ou dans une langue acceptable pour cette autorité.

ARTICLE 6

Forme et substance des demandes d'assistance

1. Les demandes formulées en vertu du présent protocole sont présentées par écrit. Elles sont accompagnées des documents jugés utiles pour permettre d'y répondre. Lorsque l'urgence de la situation l'exige, les demandes orales peuvent être acceptées, mais elles doivent immédiatement être confirmées par écrit.

2. Les demandes présentées conformément au paragraphe 1 comportent les renseignements suivants:

- a) l'autorité requérante;
- b) la mesure demandée;
- c) l'objet et le motif de la demande;
- d) les dispositions légales ou réglementaires et les autres éléments juridiques concernés;
- e) des indications aussi précises et complètes que possible sur les personnes physiques ou morales qui font l'objet des enquêtes;
- f) un résumé des faits pertinents et des enquêtes déjà effectuées.

3. Les demandes sont établies dans une langue officielle de l'autorité requise ou dans

une langue acceptable pour cette autorité. Cette exigence ne s'applique pas aux documents qui accompagnent la demande visée au paragraphe 1.

4. Si une demande ne répond pas aux conditions formelles exposées ci-avant, il est possible de demander qu'elle soit corrigée ou complétée; entre-temps des mesures conservatoires peuvent être ordonnées.

ARTICLE 7

Exécution des demandes

1. Pour répondre à une demande d'assistance, l'autorité requise procède, dans les limites de sa compétence et de ses ressources, comme si elle agissait pour son propre compte ou à la demande d'autres autorités de la même partie, en fournissant les renseignements dont elle dispose déjà et en procédant ou faisant procéder aux enquêtes appropriées. Cette disposition s'applique également à toute autre autorité à laquelle la demande a été adressée par l'autorité requise en vertu du présent protocole lorsque celle-ci ne peut pas agir seule.

2. Les demandes d'assistance sont satisfaites conformément aux dispositions légales ou réglementaires de la partie requise.

3. Les fonctionnaires dûment autorisés d'une partie peuvent, avec l'accord de l'autre partie en cause et dans les conditions prévues par celle-ci, être présents et recueillir, dans les bureaux de l'autorité requise ou de toute autre autorité concernée conformément au paragraphe 1, des renseignements relatifs à des agissements qui constituent ou sont susceptibles de constituer des opérations contraires à la législation douanière et dont l'autorité requérante a besoin aux fins du présent protocole.

4. Les fonctionnaires dûment autorisés d'une partie peuvent, avec l'accord de l'autre partie en cause et dans les conditions prévues par celle-ci, être présents aux enquêtes effectuées sur le territoire de cette dernière.

ARTICLE 8

Forme sous laquelle les renseignements doivent être communiqués

1. L'autorité requise communique les résultats des enquêtes à l'autorité requérante par écrit et accompagnés de tout document, de toute copie certifiée, ou de tout autre objet pertinent.

2. Cette information peut être fournie sous forme informatique.

3. Les originaux de documents ne sont transmis que sur demande lorsque des copies certifiées s'avèrent insuffisantes. Ces originaux sont restitués dès que possible.

ARTICLE 9

Déroptions à l'obligation de prêter assistance

1. L'assistance peut être refusée ou peut être soumise à la satisfaction de certaines conditions ou besoins, dans les cas où une partie estime que l'assistance dans le cadre du présent protocole:

a) est susceptible de porter atteinte à la souveraineté de la Côte d'Ivoire ou d'un État membre appelé à prêter assistance au titre du présent protocole; ou

b) est susceptible de porter atteinte à l'ordre public, à leur sécurité, ou à d'autres intérêts essentiels notamment dans les cas visés à l'article 10, paragraphe 2; ou

c) implique une violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

2. L'assistance peut être reportée par l'autorité requise au motif qu'elle interférerait dans une enquête, une poursuite judiciaire ou une procédure en cours. En pareil cas, l'autorité requise consulte l'autorité requérante pour déterminer si l'assistance peut être donnée sous réserve des modalités ou conditions que l'autorité requise peut exiger.

3. Si l'autorité requérante sollicite une assistance qu'elle ne pourrait elle-même fournir si elle lui était demandée, elle attire l'attention sur ce fait dans sa demande. Il appartient alors à l'autorité requise de décider de la manière dont elle doit répondre à cette demande.

4. Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2, la décision de l'autorité requise et les raisons qui l'expliquent doivent être communiquées sans délai à l'autorité requérante.

ARTICLE 10

Échange d'information et confidentialité

1. Toute information communiquée, sous quelque forme que ce soit, en application du présent protocole, revêt un caractère confidentiel ou restreint, selon les règles applicables dans chaque partie. Elle est couverte par l'obligation du secret professionnel et bénéficie de la protection accordée par les lois applicables en la matière sur le territoire de la partie qui l'a reçue, ainsi que par les dispositions correspondantes s'appliquant aux instances communautaires.

2. Les données à caractère personnel ne peuvent être échangées que si la partie qui pourrait les recevoir s'engage à protéger ces données d'une façon au moins équivalente à celle applicable au cas particulier dans la partie susceptible de les fournir. A cette fin, les parties se communiquent des informations présentant les règles applicables dans les parties, y compris, le cas échéant, les règles de droit en vigueur dans les États membres de la Communauté.

3. L'utilisation, dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées suite à la constatation d'opérations contraires à la législation douanière, d'informations obtenues en vertu du présent protocole, est considérée comme étant aux fins du présent protocole. Dès lors, les parties peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements recueillis et des documents consultés conformément aux dispositions du présent protocole. L'autorité compétente qui a fourni ces informations ou a donné accès aux documents est avisée d'une telle utilisation.

4. Les informations recueillies sont utilisées uniquement aux fins du présent protocole. Lorsqu'une partie souhaite utiliser de telles informations à d'autres fins, elle doit obtenir l'accord écrit préalable de l'autorité qui les a fournies. Cette utilisation est alors soumise aux restrictions imposées par cette autorité.

ARTICLE 11

Experts et témoins

Un agent d'une autorité requise peut être autorisé à comparaître, dans les limites fixées par l'autorisation qui lui a été accordée, comme expert ou témoin dans le cadre d'actions judiciaires ou administratives engagées dans les domaines relevant du présent protocole, et à produire les objets, documents ou copies certifiées de ceux-ci qui peuvent être nécessaires à la procédure. La demande de comparution doit indiquer avec précision l'autorité judiciaire ou administrative devant laquelle cet agent doit comparaître, et dans quelle affaire, à quel titre et en quelle qualité l'agent sera entendu.

ARTICLE 12

Frais d'assistance

Les parties renoncent de part et d'autre à toute réclamation portant sur le remboursement des frais résultant de l'application du présent protocole, sauf en ce qui concerne, le cas échéant, les dépenses concernant les experts et témoins, et celles concernant les interprètes et traducteurs qui ne dépendent pas des services publics.

ARTICLE 13

Mise en œuvre

1. La mise en œuvre du présent protocole est confiée d'une part aux autorités douanières de la Côte d'Ivoire et d'autre part aux services compétents de la Commission des Communautés européennes et, le cas échéant, aux autorités douanières des États membres de la Communauté européenne. Ils décident de toutes les mesures et dispositions pratiques nécessaires pour son application, en tenant compte des règles en vigueur notamment dans le domaine de la protection des données. Ils peuvent proposer aux instances compétentes les modifications qui devraient, selon eux, être apportées au présent protocole.

2. Les parties se consultent et s'informent mutuellement des modalités d'application qui sont adoptées conformément aux dispositions du présent protocole.

ARTICLE 14

Autres accords

1. Tenant compte des compétences respectives de la Communauté européenne, et de ses États membres, les dispositions du présent protocole:

- n'affectent pas les obligations des parties en vertu de tout autre accord ou convention international(e);

- sont considérées comme complémentaires à celles d'accords relatifs à l'assistance mutuelle qui ont ou qui pourront être conclus entre des États membres individuels de la Communauté européenne et la Côte d'Ivoire;

– n'affectent pas les dispositions communautaires relatives à la communication entre les services compétents de la Commission des Communautés européennes et les autorités douanières des États membres de la Communauté européenne de toute information obtenue dans les domaines couverts par le présent protocole qui pourrait présenter un intérêt communautaire.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les dispositions du présent protocole priment sur celles de tout accord bilatéral en matière d'assistance mutuelle qui a ou qui pourrait être conclu entre des États membres individuels de la Communauté européenne et la Côte d'Ivoire dans la mesure où les dispositions de ces derniers sont incompatibles avec celles du présent protocole.

3. En ce qui concerne les questions se rapportant à l'application du présent protocole, les parties se consultent afin de résoudre la question dans le cadre du Comité APE établi par l'article 73 de l'accord de partenariat économique d'étape entre la Côte d'Ivoire et la Communauté européenne et ses États membres.

Съставено съответно в Абиджан на двајсет и шести ноември две хиляди и осма година и в Брюксел на двајсет и втори януари две хиляди и девета година.

Hecho en Abiyán el veintiséis de noviembre de dos mil ocho y en Bruselas el veintidós de enero de dos mil nueve, respectivamente.

V Abidžanu dne dvacátého šestého listopadu dva tisíce osm a v Bruselu dne dvacátého druhého ledna dva tisíce devět.

Udfærdiget i henholdsvis Abidjan, den seksogtyvende november to tusind og otte, og Bruxelles, den toogtyvende januar to tusind og ni.

Geschehen zu Abidjan am sechszwanzigsten November zweitausendacht und zu Brüssel am zweiundzwanzigsten Januar zweitausendneun.

Koostatud kahe tuhande kaheksanda aasta novembrikuu kahekümne kuuendal päeval Abidjanis ja kahe tuhande üheksanda aasta jaanuarikuu kahekümne teisel päeval Brüsselis.

Έγινε στο Αμπιτζάν στις είκοσι έξι Νοεμβρίου του έτους δύο χιλιάδες οκτώ και στις Βρυξέλλες στις είκοσι δύο Ιανουαρίου του έτους δύο χιλιάδες εννιά.

Done at Abidjan on the twenty-sixth day of November in the year two thousand and eight and at Brussels on the twenty-second day of January in the year two thousand and nine, respectively.

Fait respectivement à Abidjan, le vingt-six novembre deux mille huit et à Bruxelles, le vingt-deux janvier deux mille neuf.

Fatto ad Abidjan, il ventisei novembre duemilaotto, e a Bruxelles, il ventidue gennaio duemilanove, rispettivamente.

Abidžanā, divi tūkstoši astotā gada divdesmit sestajā novembrī, un Briselē, divi tūkstoši devītā gada divdesmit otrajā janvārī.

Priimta atitinkamai du tūkstančiai aštuntų metų lapkričio dvidešimt šeštą dieną Abidžane ir du tūkstančiai devintų metų sausio dvidešimt antrą dieną Briuselyje.

Kelt Abidjanban, a kétezer-nyolcadik év november havának huszonhatodik napján, illetve Brüsszelben, a kétezer-kilencedik év január havának huszonkettedik napján.

Magħmul f'Abdijan fis-sitta u għoxrin jum ta' Novembru fis-sena elfejn u tmienja u fi Brussell fit-tnejn u għoxrin jum ta' Jannar tas-sena elfejn u disgħa, rispettivament.

Gedaan te Abidjan op zesentwintig november tweeduizend acht, respectievelijk Brussel op tweeëntwintig januari tweeduizend negen.

Sporządzono w Abidżanie dnia dwudziestego szóstego listopada dwa tysiące ósmego roku oraz w Brukseli dnia dwudziestego drugiego stycznia dwa tysiące dziewiątego roku.

Feito em Abidjã, no dia vinte e seis de Novembro do ano de dois mil e oito, e em Bruxelas, no dia vinte e dois de Janeiro do ano de dois mil e nove.

Încheiat la Abidjan la douăzeci și șase noiembrie două mii opt, respectiv la Bruxelles la douăzeci și două ianuarie două mii nouă.

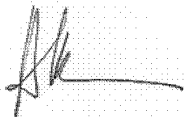
V Abidžane dvadsiateho šiesteho novembra dvetisícosem a v Bruseli dvadsiateho druhého januára dvetisícdeväť.

V Abidžanu, šestindvajsetega novembra leta dva tisoč osem, in v Bruslju, dvaindvajsetega januarja leta dva tisoč devet.

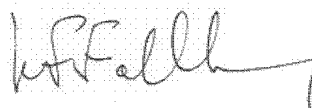
Tehty Abidjanissa kahdentenäkymmenentenäkuudentena päivänä marraskuuta vuonna kaksituhattakahdeksan ja Brysselissä kahdentenäkymmenentenätoisena päivänä tammikuuta vuonna kaksituhattayhdeksän.

Utfärdat i Abidjan den tjugosjätte november tjugohundraåtta och i Bryssel den tjugoandra januari tjugohundranio.

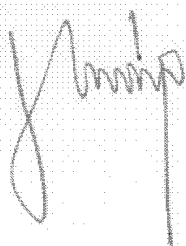
Pour la République de Côte d'Ivoire



За Европейската общност
 Por la Comunidad Europea
 Za Evropské společenství
 For Det Europæiske Fællesskab
 Für die Europäische Gemeinschaft
 Euroopa Ühenduse nimel
 Για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα
 For the European Community
 Pour la Communauté européenne
 Per la Comunità europea
 Eiropas Kopienas vārdā
 Europos bendrijos vardu
 az Európai Közösség részéről
 Għall-Komunità Ewropea
 Voor de Europese Gemeenschap
 W imieniu Wspólnoty Europejskiej
 Pela Comunidade Europeia
 Pentru Comunitatea Europeană
 Za Európske spoločenstvo
 za Evropsko skupnost
 Euroopan yhteisön puolesta
 På Europeiska gemenskapens vägnar

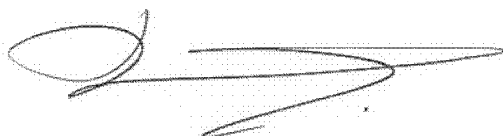



Pour la République française



CE/CI/X3

Voor het Koninkrijk België
 Pour le Royaume de Belgique
 Für das Königreich Belgien



Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

За Република България



Za Českou republiku



CE/C1/X5

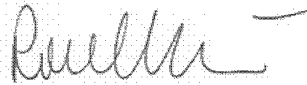
På Kongeriget Danmarks vegne



Für die Bundesrepublik Deutschland



Eesti Vabariigi nimel

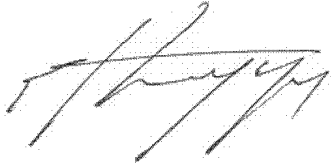


Thar cheann Na hÉireann
For Ireland



CE/CI/X7

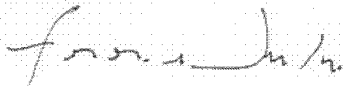
Για την Ελληνική Δημοκρατία



Por el Reino de España



Per la Repubblica italiana

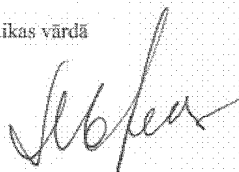


Για την Κυπριακή Δημοκρατία,

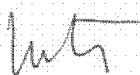


CE/CI/X9

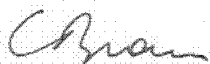
Latvijas Republikas vārdā



Lietuvos Respublikos vardu



Pour le Grand-Duché de Luxembourg



A Magyar Köztársaság részéről

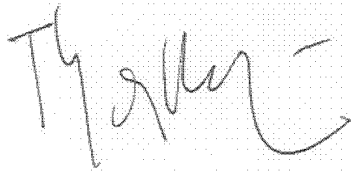


CE/CI/X11

Għal Malta



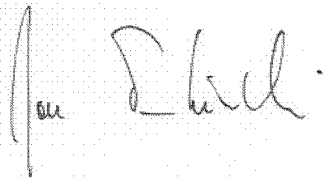
Voor het Koninkrijk der Nederlanden



Für die Republik Österreich

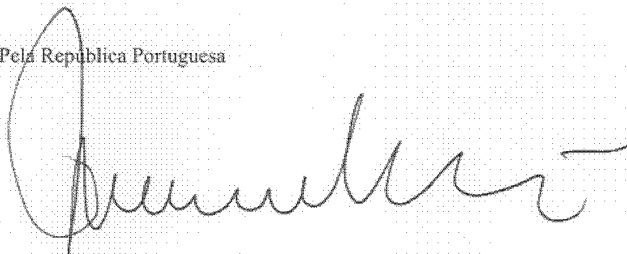


W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej



CE/C1/X13

Pela Republica Portuguesa



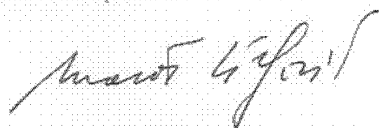
Pentru România



Za Republiko Slovenijo

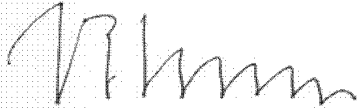


Za Slovenskú republiku



CE/C1/X15

Suomen tasavallan puolesta
För Republiken Finland



För Konungariket Sverige



For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland



Предходният текст е заверено копие на оригинала, депозиран в архивите на Генералния секретариат на Съвета в Брюксел.
 El texto que precede es copia certificada conforme del original depositado en los archivos de la Secretaría General del Consejo en Bruselas.
 Předchozí text je ověřeným opisem originálu uloženého v archivu Generálního sekretariátu Rady v Bruselu.
 Foranstående tekst är en bekräftad genpart af originaldokumentet deponerat i Rådets Generalsekretariats arkiver i Bruxelles.
 Der vorstehende Text ist eine beglaubigte Abschrift des Originals, das im Archiv des Generalsekretariats des Rates in Brüssel hinterlegt ist.
 Eelnev tekst on tõestatud koopia originaalist, mis on antud hoiule nõukogu peasekretariaadi arhiivi Brüsselis.
 Το ανωτέρω κείμενο είναι ακριβές αντίγραφο του πρωτοτύπου που είναι κατατεθειμένο στο αρχείο της Γενικής Γραμματείας του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες.
 The preceding text is a certified true copy of the original deposited in the archives of the General Secretariat of the Council in Brussels.
 Le texte qui précède est une copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives du Secrétariat Général du Conseil à Bruxelles.
 Il testo che precede è copia certificata conforme all'originale depositato negli archivi del Segretariato generale del Consiglio a Bruxelles.
 Šis teksts ir apliecināta kopija, kas atbilst oriģinālam, kurš deponēts Padomes Ģenerālsēkretariāta arhīvā Briselē.
 Pirmiau pateiktas tekstas yra Tarybos generalinio sekretoriato archyvuose Briuselyje deponuoto originalo patvirtinta kopija.
 A fenti szöveg a Tanács Főtitkárságának brüsszeli irattárában letétbe helyezett eredeti példány hiteles másolata.
 It-test precedentní huwa kopja dcertifikata versa ta' l-oriġinal ddepożitat fl-arkivi tas-Segretarjat Ġenerali tal-Kunsill fi Brussel.
 De voorgaande tekst is het voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het origineel, nedergelegd in de archieven van het Secretariaat-Generaal van de Raad te Brussel.
 Powyższy tekst jest kopią poświadczoną za zgodność z oryginałem złożoną w archiwum Sekretariatu Generalnego Rady w Brukseli.
 O texto que precede é uma cópia autenticada do original depositado nos arquivos do Secretariado-Geral do Conselho em Bruxelas.
 Textul anterior constituie o copie certificată pentru conformitate a originalului depus în arhivele Secretariatului General al Consiliului la Bruxelles.
 Predchádzajúci text je overenou kópiou originálu, ktorý je uložený v archívoch Generálneho sekretariátu Rady v Bruseli.
 Zgoranje besedilo je overjena verodostojna kopija izvirnika, ki je deponiran v arhivu Generalnega sekretariata Sveta v Bruslju.
 Edellä oleva teksti on oikeaksi todistettu jäljennös Brysselissä olevan neuvoston pääsihteeristön arkistoon talletetusta alkuperäisestä tekstistä.
 Ovanstående text är en bestyrkt avskrift av det original som deponerats i rådets generalsekretariats arkiv i Bryssel.

Bruxelles,
 Bruxelles,
 Brussel,
 Bruxelles, den
 Brussel, den
 Brussel,
 Brussel,
 Bruxelles,
 Bruxelles, le
 Bruxelles, addt.
 Brussel,
 Bruxelles,
 Bruxelles,
 Brussel, fi
 Brussel,
 Bruksela, dnia
 Bruxelles, em
 Bruxelles,
 Brussel
 Brussel,
 Bryssel,
 Bryssel den

11 -02- 2009

За Генералния секретар/Висш представител на Съвета на Европейския съюз
 Por el Secretario General/Alto Representante del Consejo de la Unión Europea
 Za generálního tajemníka/vysokého představitele Rady Evropské unie
 For Generalsekretären/höjstenslände representant för Rådet för Den Europeiska Union
 Für den Generalsekretär/Hohen Vertreter des Rates der Europäischen Union
 Euroopa Liidu Nõukogu peasekretär/kõrge esindaja nimel
 Για το Γενικό Γραμματέα/Υπότο Εκπρόσωπο του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης
 For the Secretary-General/High Representative of the Council of the European Union
 Pour le Secrétaire général/Haut représentant du Conseil de l'Union européenne
 Per il Segretario Generale/Alto Rappresentante del Consiglio dell'Unione europea
 Eiropas Savienības Ģenerālsēkretārs/Augstā pārstāvja vārda
 Europos Sąjungos Tarybos generalinio sekretoriaus/vyriausiojo įgaliotinio vardu
 Az Európai Unió Tanácsának főtitkára/főképviselője részéről
 Għas-Segretarju Ġenerali/Rappreżentant Għoli tal-Kunsill ta' l-Unjoni Ewropea
 Voor de Secretaris-Generaal/Hoge Vertegenwoordiger van de Raad van de Europese Unie
 W imieniu Sekretarza Generalnego/Wysokiego Przedstawiciela Rady Unii Europejskiej
 Pelo Secretário-Geral/Alto Representante do Conselho da União Europeia
 Pentru Secretarul General/Înaltul Reprezentant al Consiliului Uniunii Europene
 Za generálneho tajomníka/vysokého splnomocnenca Rady Európskej únie
 Za generalnega sekretarja/visokega predstavnika Sveta Evropske unije
 Euroopan unionin neuvoston pääsihteerin/korkean edustajan puolesta
 På generalsekreteraren/höge representantens för Europeiska unionens råd vägnar

R. Cooper
 R. COOPER
 Directeur Général